

## Giscard dans les émirats :

### le miroir aux alouettes !

Le retour de Giscard, après son périple dans les émirats, va être salué avec enthousiasme par les politiciens bousculés par les sinistres prévisions de Raymond Barre. Dans les bagages du président, toute une kyrielle de promesses dont d'autres voyages aussi fracassants nous ont montré la vanité, vont leur réchauffer le cœur et leur donner du grain à moudre au cours de leurs voyages difficiles dans leur circonscription. Accords pétroliers qui vont voir l'or noir déborder de nos cuves, contrats mirifiques pour ravivoter nos industries languissantes, approbations de la politique « juste » et « réaliste » de la France pour le rétablissement de la paix au Moyen-Orient, pour le retrait des Russes d'Afghanistan, pour le rétablissement de la coexistence pacifique... pour je ne sais quelles autres foutaises qui sont autant de tranquillisants pour un peuple qui devine, mais qui refuse de voir clairement s'approcher à grands pas le temps des épreuves.

Personne ne reprochera à Giscard le voyage. Les émirats sont à l'intersection des zones de conflits qui risquent d'embraser le monde. Mais ce qu'on lui reprochera, c'est, grimpé sur son tapis d'Orient, d'avoir avec sa légèreté coutumière brasser des illusions construites sur un mythe : la grandeur et le rayonnement de la France, et sans autres connaissances des réalités que les âneries que l'on cultive au quai d'Orsay avec une constance qui relève de l'imbécillité congénitale de nos diplomates. Ce qu'on lui reprochera, c'est de bâtir ce qu'il croit être sa place dans l'histoire sur un vent qui souffle un humanisme dépassé par la dureté des temps présents tout entiers tournés vers un réalisme dominateur. Essayons de voir, sans nous faire plaisir, quelles sont les clés qui ferment ou qui ouvrent ce verrou du monde que Giscard a survolé sur son tapis persan avec en main un volume des contes des mille et une nuits !

Ces petits princes et leurs féaux qui dominent ces minuscules parcelles que le hasard a gorgées de pétrole, ont peur ! Peur des convoitises des grands impérialismes qui dominent le monde et de leurs clients auxquels, parfois, ceux-ci lâchent la bride. Peur de leur propre peuple qui, après avoir digéré leurs richesses, est à la recherche de son identité, autre part que dans les principes rapportés d'Occident par leurs intellectuels et leurs cadres qui risquent par leurs soubresauts de briser l'instrument économique et structurel de leur évolution. Ils ont conscience de leur faiblesse devant ces forces gigantesques qui brassent l'histoire et, lorsqu'ils ne s'abrutissent pas dans les plaisirs pris à la sauvette ou en catimini dans les lieux de jouissances mis en place par les infidèles, lieux qu'Allah condamne, mais que la faiblesse humaine excuse, ils se tournent, éplorés, vers les pays de moyenne grandeur, comme le nôtre, espérant le miracle et prêts à tout promettre et à tout trahir, au hasard des circonstances.

Le Proche-Orient sort de l'enfance politique et surtout sociale. Les populations mélangent l'espérance d'une vie meilleure à une foi profonde et intransigeante. Nous avons connu ça dans notre histoire et il en est résulté une tache de sang dont nous avons gardé le souvenir. Et nous savons bien que ce sentiment de crainte et d'impuissance crée toutes les conditions d'un destin tragique. Les roitelets des émirats le savent aussi. L'ogre russe avance sa patte et pensant l'amadouer, ils refusent l'aide intéressée que leur propose « l'autre », car - et l'Iran en est la preuve -, l'aide de l'Amérique risque de les précipiter au bas de leur trône. Ils s'accrochent à Giscard qui passe dans leurs airs, comme ils s'accrocheraient à d'autres, sans autre espoir que de se créer l'illusion. Leurs jours sont comptés et ils seront broyés par les impérialismes qui s'affrontent. Le pétrole aura été à la fois leur chance et leur perte : le pétrole va niveler le Moyen-Orient et lorsque la dernière goutte coulera vers le début du prochain millénaire, elle symbolisera une évolution nouvelle et profonde de la nation arabe et de son peuple.

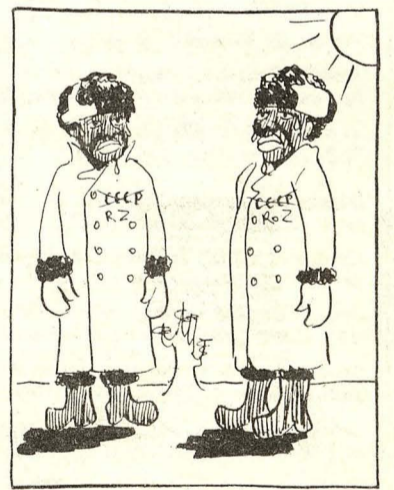
Et lorsqu'on regarde ces terres arides dont le malheur fut de posséder une ville, Jérusalem, qui symbolise cette poussière de religion révélée et d'hérésie aussi absurde, on se prend à penser que tout ce fatras ne pèsera pas lourd devant l'impérialisme décidé à

## RHODESIE - ZIMBABWE

### LA MAJORITE NOIRE

### ACCEDE AU POUVOIR

PAGE 8



sucer jusqu'à la dernière goutte de pétrole. Les peuples sont coincés entre leurs nouvelles richesses qu'ils savent éphémères et l'irrationnel qui sape cet élan qui devrait les projeter vers l'avenir ; et les colères aveugles qui les jettent contre l'opresseur, que celui-ci soit des leurs ou vienne de loin, se sont que des instants d'une torpeur alimentée par le culte.

Giscard, marchand d'illusions, aura créé un instant d'illusion et, avec ses partenaires, les chefaillons des émirats, il se sera regardé dans un miroir aux alouettes, celui que la presse saluant la « réussite » de son voyage, va nous tendre à son retour.

Il y a quelques années, me trouvant à Jérusalem en délégation syndicale, je disais au ministre des Affaires étrangères (celui qui vient de mourir), et qui nous recevait en audience :

« Au Moyen et au Proche-Orient, dans le cadre de la situation politique du monde, il n'y a pas de solution à partir des rapports de force établis avec la protection imposée par un ou l'autre des impérialismes qui dominent l'univers. La seule chance de ces pays composés d'une poussière de religions, dont la vôtre (la religion juive), de peuples d'origines diverses, de principautés sans liens historiques que ceux tissés par la colonisation, c'est le fédéralisme, c'est-à-dire l'association dans la tolérance mutuelle. Tous les peuples sont nés de provinces à qui on a laissé leurs gadgets religieux ou folkloriques en échange d'accords librement discutés sur les grandes options communes à tous ».

« Trop tôt », a répondu le ministre ! Pourtant, pour le Moyen-Orient c'est ça ! L'association fédéraliste, même si elle représente un ventre mou, ou alors la chevauchée des chars qui prendront la suite des hommes et des bêtes du Moyen-Age bardés de fer, pour labourer les terres et les hommes !

Maurice JOYEUX

Dans ce  
numéro  
Le procès  
du  
Canard  
Enchaîné  
Les  
Cousins  
en page 4

## Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

### PROVINCE

**AISNE** : SOISSONS  
**ALLIER** : MOULINS  
**ALPES-MARITIMES** : GROUPE DÉPARTEMENTAL  
**AUBE** : TROYES  
**B.-D.-R.** : MARSEILLE-AIX  
**DOUBS** : BESANÇON  
**EURE-ET-LOIR** : GROUPE BEAUCERON  
**GARD** : GROUPE DÉPARTEMENTAL  
**GIROUDE** : BORDEAUX-CADILLAC  
**HTE-VIENNE** : LIMOGES  
**ILLE-ET-VILAINE** : RENNES  
**INDRE-ET-LOIRE** : TOURS  
**ISÈRE** : GRENOBLE  
**LOIRE** : ST ETIENNE  
**HERAULT** : BEZIERS  
**MAINE-ET-LOIRE** : ANGERS  
**MANCHE** : ST-LÔ  
**MORBIHAN** : LORIENT  
**NIEVRE** : NEVERS  
**NORD** : MAUBEUGE-VALENCIENNE  
**ORNE** : LA FERTÉ-MACÉ-FLERS  
**PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** : BAYONNE-BIARRITZ  
**VENDEE** : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN  
**HAUTE-SAVOIE** : ANNECY  
**SEINE-MARITIME** : ROUEN-LE HAVRE  
**SOMME** : AMIENS  
**TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON** : VILLEFRANCHE DE ROUERGUE  
**VAR** : RÉGION TOULONNAISE  
**YONNE** : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE  
**EURE-ÈVREUX**  
**BELGIQUE**  
**SUD-LUXEMBOURG**

### RÉGION PARISIENNE

**PARIS** : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2°, 5°, 6°, 7°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.  
**BANLIEUE SUD**  
 - FRESNES-ANTONY  
 - FRESNES NORD, L'HAY  
 - MASSY PALAISEAU  
 - ORSAY BURES  
 - RIS-ORANGIS  
 - CORBEIL ESSONNES  
 - DRAVEIL  
 - THIAIS, CHOISY  
 - MASSY  
 - VILLEJUIF  
 - MAISONS-ALFORT, ALFORT-VILLE  
**BANLIEUE EST**  
 - GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES  
 - MONTREUIL, ROSNY  
**BANLIEUE OUEST**  
 - NANTERRE, RUEIL  
 - VERNEUIL, LES MUREAUX

### BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE LA GARENNE, ST-OUEN  
 - COURBEVOIE, COLOMBES  
 - SEVRAN, BONDY  
 - ARGENTEUIL

### LIAISONS

De Aubenas, La Rochelle, Saintes, Hénin-Beaumont, Marennes-Oléron, Salon, Ardennes, Grasse, Vierzon, Bégard, Concarneau, Brest, Montpellier, Laon, Orléans, Cherbourg, Chinon, Chaumont, St-Sever, Vendôme, Toulouse, Blois, St Brieuc, Le Puy, Laval, Metz, Creil, Clermont-Ferrand, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche/Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Hte-Vienne, Epinal, Noyon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême, Nantes, Mulhouse.

### LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX  
 - LIAISON DES POSTIERS  
 - LIAISON DES CHEMINOTS  
 - LIAISON DU LIVRE  
 - CERCLE INTER-BANQUES

\*\*\*\*\*

**Groupe de Troyes** : les 1° et 3° mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Char, les Gros (1° porte à gauche).

**Groupe de Tours** : Pour tout contact écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours Cédex.

**Groupe de Rennes** : le mardi soir à partir de 20 h. à la MJC La Paillette.

**Groupe libertaire d'Angers** : tous les vendredis de 17 à 19 h. à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers.

**Groupe de Marseille** : le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté », 72 Bd Eugène Pierre à Marseille.

**Région toulonnaise** : le samedi de 15 h. 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.

**Groupe Proudhon de Besançon** : au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h. 15 à 20 h. et le samedi de 15 à 17 h.

**Groupe Eugène Varlin** : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15°), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20h.

**Groupe du Havre et région « L'entraide »** : dans les locaux du CES, 16 rue Jules Tellier, 76 000 Le Havre, permanences le lundi, mercredi, samedi de 18 à 19 h.

**Groupe Sébastien Faure de Bordeaux** : le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.

**Groupe d'Amiens** : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80 330 Longueau.

**Groupe d'Evreux** : Cercle d'Etudes Sociales - BP 237 - 27002 Evreux-cédex.

**Groupe de Rouen** : le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros Horloge.

**Groupe Nestor Makhno de St Etienne** : tous les jeudis à partir de 19 h, au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St Etienne

**Groupe Louise-Michel** : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18°.

**Groupe Voline** : 26 rue Piat, Paris 20°, tous les samedis de 14 à 16 h.

**Groupe libertaire vendéen** : B.P. 12, 85170 Le Poiré-sur-Vie

**Groupe Soleil noir de Cadillac** : tous les samedis de 14 à 19 h, 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

**Groupe Fresnes-Antony** : mercredi, jeudi, vendredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58).

**Groupe d'Argenteuil** : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carème Prenant à Argenteuil (au fond de la cour).

**Groupe libertaire de Sevrans-Bondy** : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

**Groupe Massy-Palaiseau** : tous les mardis de 10 à 15 h au 34 rue de Fresnes à Antony (métro Antony), tél. 668-48-58.

**Liaison Blois** : Louis Maglione - B.P. 203 - 41002 Blois-Cédex.

**Permanence des Relations Intérieures tous les samedis de 14 à 17 h.**

## COMMUNIQUÉS

Le groupe Jacob (Paris 5 et 13°) n'assure plus de permanence au 51 rue de Lappe (par défaut de local). Les prises de contact se feront dorénavant soit par le canal des R.I. qui transmettront, soit directement lors de la vente du M.L. tous les jeudis de 17 à 19 h au métro Place d'Italie, sortie bd. Vincent Auriol.

Le groupe de la région toulonnaise assure tous les dimanches matin, au Marché aux Pucés de Toulon (La Valette), une vente du Monde Libertaire ainsi que de livres, brochures, etc.

Le groupe libertaire vendéen vend Le Monde Libertaire tous les samedis matin au marché de la Roche-sur-Yon.

Un groupe vient de se constituer à Creil (Oise). Les camarades intéressés peuvent le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Les personnes intéressées par la liaison de Cholet et de Sablé peuvent prendre contact avec elle par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Les militants du groupe libertaire de Ris-Orangis (91) invitent leurs sympathisant(e)s de Ris et d'Evry, à les contacter en écrivant aux Relations Intérieures (3 rue Ternaux 75011 Paris) ou en les rencontrant sur le marché de Ris, tous les samedis de 10 à 12 h où ils vendent le M.L.

La liaison Poitiers appelle les libertaires de Poitiers à la contacter en vue de la formation d'un groupe. Ecrire aux R.I. qui transmettront.

Les militants du groupe Nestor Makhno de St. Etienne distribuent les vendus du Monde Libertaire, les dimanches matin au Marché aux Pucés de la plaine Achille.

Le groupe du 14° appelle ses sympathisants à le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

**Le groupe FA Troyes « Les Temps nouveaux »** organise une réunion-débat sur le thème « Les espaces de liberté » Mardi 18 mars à 20 h 30 17 rue Charles-Gros à Troyes (1° porte à gauche)

**Vendredi 14 mars** le groupe d'Evreux organise une soirée sur l'Espagne libertaire Le film de Malraux « L'espoir » sera projeté également une expo et un montage diapos Débat avec la participation d'un groupe de compagnons espagnols qui ont participé activement à la révolution clôturera cette soirée à 20 h 30, à l'Amicale laïque de St. Michel - Evreux

## Permanence antimilitariste

Tous les samedis de 13 à 15 h 10 rue Robert Planquette Paris 18° (M° Blanche)

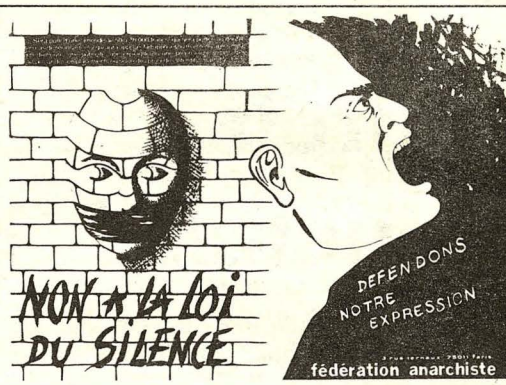
tous les samedis de 15 à 18 h 26, rue du Wad-Billy METZ - Tel. 74.41.58

Directeur de la publication Maurice Laisant Commission paritaire n° 55 635 Imprimerie «Les marchés de France» 44, rue de l'Ermitage, Paris 20° Dépôt légal 44 149 - 1° trimestre 1977 Routage 205-Publi Routage Diffusion SAEM Transport Presse

## le pouvoir est maudit!



Ce poster a été édité par l'Union régionale Centre En vente à Publico 10 F



affiche éditée par le gr. Jacob 0,70 F l'unité au-dessus de 50 ex. En vente à Publico

**Le Cercle d'Etudes Libertaire (groupe Sevrans-Bondy)** organise une réunion d'information sur le thème « Proudhon, théoricien de l'anarchie » le samedi 22 mars à 16 h 30 au centre Alfa 3 allée des Pensées 93140 Bondy

A l'occasion des J.O. le groupe Commune de Kronstadt a édité une affiche A Moscou comme ailleurs... solidarité avec la lutte de classe du prolétariat international En vente à Publico : 0,70 l'unité à partir de 10 ex., 2 F l'unité au-dessus de 10 ex.

Le groupe libertaire de la Ferté-Macé - Argentan organise une conférence-débat sur L'AUTOGESTION le samedi 15 mars à 21 h salle polyvalente à Argentan

Pour exprimer sa solidarité avec la population corse et celle de Plogoff face à la répression, la région toulonnaise de la F.A. appelle à un rassemblement, le samedi 15 mars à 16 h 30, Place du Théâtre à Toulon.

## Sommaire

|   |   |  |
|---|---|--|
| <b>PAGE 1</b><br>Giscard dans les émirats | Lettre d'une locataire<br>Procès d'un antimilitariste | Situation en Espagne                       |
| <b>PAGE 2</b><br>Activités F.A.           | <b>PAGE 4</b><br>Les cousins                          | <b>PAGE 6</b><br>Relations Internationales |
| <b>Page 3</b><br>En bref                  | Grève des instituteurs                                | <b>PAGE 7</b><br>Livres de la semaine      |
| Amis lecteurs                             | Plogoff   | B.D. - Cinéma                              |
| Suicide d'un réfractaire                  | <b>PAGE 5</b><br>Guerre ou paix ?                     | <b>PAGE 8</b><br>Rhodésie                  |

**Vient de paraître**  
**VOLONTE ANARCHISTE N° 9**  
 Autogestion, gestion directe... et La F.A. et l'autogestion de Maurice Joyeux  
 En vente à Publico 10 F  
 Vous pouvez vous abonner à Volonté Anarchiste : 8 numéros 80 F, de soutien 120 F.  
 Vous pouvez commencer votre abonnement en demandant à recevoir un ou des numéros déjà parus.  
 Adresse pour les abonnements : Groupe Fresnes-Antony, 34 rue de Fresnes - 92160 Antony.  
 Règlement à CCP A.S.H. 2160042 C Centre Paris.

## LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris  
 Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

| TARIF   |                |          |
|---------|----------------|----------|
| France  | Sous pli fermé | Etranger |
| 3 mois  | 50 F           | 78 F     |
| 6 mois  | 95 F           | 150 F    |
| 12 mois | 180 F          | 280 F    |

Tarif Etranger: RFA, Benelux, Suisse, Italie, Canada.

**Abonnez vous**

## BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

à partir du N° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Reabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste.

## en bref...en bref...

Le Collectif de Liaison Anarcho-Syndicaliste (CLAS) du Havre organise une causerie-débat, jeudi 20 mars, sur : « l'économie capitaliste et l'économie des pays l'est, à 20 h dans les locaux du CES 16 rue Jules Tellier au Havre.

Thierry Carradec, Pascal Biquillion et Alain Negron, respectivement affectés au 1<sup>er</sup> régiment du Train, au ministère de la Défense et au Génie de l'Air, ont déserté leurs affectations pour affirmer leur refus de toutes les armées. Ces désertions s'inscrivent dans le cadre d'une lutte antimilitariste. Un comité s'est formé pour les soutenir : Groupe de Solidarité aux Déserteurs (GSD), c/o G. Petas 75065 Paris-cédex 02.

René Fernandez, OP20, est réformé après 26 jours de grève de la faim. Malgré cette réforme, il continue à demander son statut.

Le CSOC de l'Essonne organise, le vendredi 14 mars, à la MJC de Ris-Orangis, à 20 h 30, la projection de deux films suivis d'un débat-informations sur le thème : objection et militarisation.

Lionel Beauvils, objecteur insoumis à l'ONF, passe en procès en appel le 14 mars à 13 h, 11<sup>e</sup> Chambre, à Paris, 34 quai des Orfèvres. La première condamnation est de six mois fermes et six avec sursis.

« La religion est-elle encore aujourd'hui l'opium du peuple ?, l'Eglise a-t-elle renoncé à faire de la classe ouvrière une terre de mission ? », c'est sur ces thèmes que la Libre-Pensée organise un débat contradictoire entre Jacques Lombart et Marc Prévotel, le mardi 18 mars à 20 h 30 aux Mureaux, salle SRV, 24 ave P. Raoult (près de la gare). Cette réunion est soutenue par la F.A., la LCR, l'OCI, l'OJR, l'UAS et la LCI.

C. Gausset, déserteur depuis six mois, s'est livré publiquement le mardi 19 février. Il est actuellement incarcéré à la Maison d'arrêt de Gradignan où il a entamé une grève de la faim.

Dans le même temps, J.F. Parisis, insoumis depuis six ans, a été arrêté lors d'un contrôle routier. Il est, lui aussi, incarcéré à la prison de Gradignan où il a entamé une grève de la faim. Pour tout soutien, écrire au CLO Bordeaux, 7 rue du Muguet - 33000 Bordeaux.

Laminoir, journal d'expression libertaire de la région Nord-Picardie, n°1 est paru. Au sommaire : la répression, du travail, un dossier expression antimilitariste.

Jean-Christophe Henry appelé à effectuer son service militaire en avril 1979, a décidé de désertier après 7 mois passés à la caserne. Il demande un statut d'objecteur : on peut le soutenir en écrivant à la Ligue des Droits de l'Homme de Vannes, 13 Le Grezit - 56610 Arradon.

Lundi 3 mars, dans le cadre de la revalorisation du travail manuel, Monory a fait une visite-éclair dans un lycée technique d'Argenteuil. Les flics ont alors opéré une véritable prise en mains du lycée par une occupation en bonne et due forme. Cette occupation a été suivie d'une échauffourée entre flics et lycéens. Les professeurs et les élèves ont fait grève une journée et demie en signe de protestation.

Dominique Rols suite : toujours en grève de la faim. On peut écrire pour demander sa libération à M. le directeur de la Justice militaire, 35 rue Saint-Didier - 75016 Paris, ainsi qu'à M. le Gouverneur Etat-Major 6<sup>e</sup> région militaire, Central Fabert - 57000 Metz.

Une bonne nouvelle sur le front antimilitariste, Jean-Marc Rouillet a été libéré après 51 jours d'incarcération, le 4 mars à 19 h. Par contre, Michel Tallec, membre du groupe OP20, arrêté pour insoumission le 1<sup>er</sup> février à la frontière franco-belge, reste enfermé. Pour rompre sa solitude, on peut lui écrire : n°999, ch. 234, Maison d'arrêt de Metz Queuleu, 1 rue de la Seulotte - BP 1092 - 57038 Metz-cédex.

## Amis

## lecteurs...

Vous trouverez dans ce numéro une nouvelle liste de souscription pour l'acquisition de nouveaux locaux pour Publico.

Cette souscription évolue donc. La vente de livres qui a, elle aussi, augmenté, nous permet de constater qu'il y a de l'intérêt au développement du mouvement anarchiste en France.

Cependant, nous pensons que tout l'effort possible n'est pas fait et qu'il doit y avoir possibilité d'augmenter encore la participation de tous pour notre librairie.

Depuis le 1<sup>er</sup> mars, elle est donc ouverte à partir de 10 h 30. N'hésitez donc pas à passer. Vous êtes sûrs de trouver, en plus de nos « classiques », des nouveautés presque chaque semaine. Pour pouvoir débloquent certains rayons afin d'insister encore plus sur les nouveautés, nous proposons à tous ceux qui achètent sur place pour plus de 100 F de livres, de choisir un livre gratuit parmi une liste de livres dépréciés.

Afin que tous nos amis éloignés aient, eux aussi, un avantage à nous commander des livres, nous nous engageons à expédier les commandes le jour même (sauf rupture de stocks).

Enfin, pour soutenir *Le Monde Libertaire*, un des meilleurs moyens est de s'y abonner. L'abonnement est pour nous une façon d'avoir des fonds d'avance pour sortir chaque semaine notre hebdomadaire.

Ainsi, vous le voyez, les façons de nous soutenir sont multiples.

Aujourd'hui, la souscription est l'élément le plus important, mais l'achat ou la commande de livres à Publico, l'abonnement au *Monde Libertaire*, sont également des éléments déterminants.

N'hésitez donc pas, le soutien, même celui qui peut vous paraître le plus infime, nous est nécessaire.

Salutations libertaires  
Les Administrateurs  
H. TRINQUIER - J.P. GIRAUD

## SOUSCRIPTION

|                               |      |                         |       |
|-------------------------------|------|-------------------------|-------|
| Publico.....                  | 443  | Bodart A.....           | 40    |
| Lasfargues A.....             | 100  | Quivy T.....            | 80    |
| Carrière S.....               | 100  | Lefebvre D.....         | 50    |
| Gonet.....                    | 50   | Guerner.....            | 30    |
| Gr. Commune.....              | 500  | Cartagne A.....         | 100   |
| Dalménèches Y.....            | 20   | Denis J.M.....          | 50    |
| Liaison Anizy.....            | 100  | Gr. Sacco-Vanzetti..... | 522   |
| Lopez.....                    | 17   | Flour S.....            | 100   |
| Gr. Louise Michel.....        | 700  | Emmanuel (Orléans)..... | 500   |
| Liaison Montpelliér.....      | 16   | Gr. Zo d'Axa.....       | 20    |
| Gr. La Ferté-Macé.....        | 100  | Fradin B.....           | 200   |
| Gr. Sevran-Bondy.....         | 200  | Aris.....               | 100   |
| Gr. Louise Michel.....        | 1000 | Gr. Toulon.....         | 1356  |
| Gr. Jacob.....                | 790  | Fournel A.....          | 200   |
| Gr. Verneuil-Les Mureaux..... | 1000 | Maupois R.....          | 20    |
| Liaison Béziers.....          | 34   | Vincent.....            | 48    |
| Collart J.....                | 300  | Chandioux.....          | 100   |
| Moras P.....                  | 20   | Viller.....             | 8000  |
| Binoche.....                  | 50   | Total.....              | 17216 |
| Flatot C. et J.....           | 100  | Totaux précédents.....  | 37225 |
| Rossignoux M.....             | 20   | TOTAL GENERAL.....      | 54441 |
| Nauleau P.....                | 20   |                         |       |
| Zantain R.....                | 20   |                         |       |

## NOUVEAUTES

**Bakounine**  
*Oeuvres complètes tome 7 120 F*  
Les autres tomes sont aussi disponibles du 1 au 5 : 100 F chaque, le 6 : 120 F  
Textes du colloque de 1976  
Bakounine : combats et débats 75 F

**Langlois D.**  
*Le guide du citoyen face à la police* 26 F  
Un « incontrôlé de la Colonne de Fer  
Protestation devant les libertaires du présent et du futur... » 14 F

**Makhaïski J.W.**  
*Le socialisme des intellectuels* 18 F

## UNE OCCASION !

Nous avons des exemplaires en nombre limité de *Ni dieu ni maître* de D. Guérin (éd. de Delphes) 73 F.  
Pour les achats par correspondance, ne pas oublier les frais de port, nous vous en remercions.

Le suicide  
d'un réfractaire :  
L'autorité  
criminelle !

Au bout d'une longue souffrance, d'une lente torture, dans une profonde solitude, pour en finir avec l'infamante ronde pénitentiaire, comme un dernier refus, Taleb Hadjadj, condamné à perpétuité après le hold-up avec prise d'otages de l'avenue de Breteuil, âgé de 25 ans, incarcéré depuis 1975, s'est suicidé par pendaison dans sa cellule de la centrale de Clairvaux, le 26 février 1980 : « *Je me suis conduit en fumier, et en ayant pris conscience, je suis condamné à ne pas le réparer* ». Depuis son emprisonnement, il avait fréquenté de nombreuses prisons, et fait plusieurs voyages dans des quartiers de haute sécurité. Il s'agissait d'un homme révolté, d'un rebelle en quête d'amour, qui fut de tous les combats contre l'administration pénitentiaire. Un gène qu'il faut empêcher de crier, que l'on isole, que l'on tue lentement. Un crime légalisé par les lois !

Dans une lettre écrite il y a quelques semaines, Taleb Hadjadj parle, une dernière fois : « *Chacun censure, réduit, castré, minimise, rapetisse l'autre. La « liberté de parole », est un lieu où s'empoignent des perroquets débitant leur « état de santé » du jour. Le supposé courage de certains actes n'est que lâcheté, je sais de quoi je parle... lâcheté inconnue et donc imperceptible. Le vrai courage humain est de chercher inlassablement notre union à tous, dans le sens de la justice, de l'entraide, de l'enrichissement intellectuel de chacun, de la pensée libertaire. Au lieu de cela : une planète où sont infaiblement majoritaires les fœtus chiffonnés, plissés, recroquevillés, égocentriques, narcissiques* ».

Aujourd'hui, réfractaire permanent, il est sans vie, en cendre, mort, victime d'une société scélérate qui ne cesse de nier au plus profond les individus, torturé par un grand monstre froid que l'on déclare de justice, assassiné par les révérendes dignités de l'ordre républicain aux mains couvertes de sang, qui se réclament des droits de l'Homme pour mieux perpétrer leurs innombrables crimes contre l'humanité.

Taleb termine ainsi sa lettre : « *Tous les jours je crève. J'ai mal, terriblement. A croire qu'un cancer me dévore. Je vous quitte, empli de haine et d'amour. De l'amour que j'ai raté, de l'amour que je n'ai pas eu, de l'amour que je voulais donner. Bonne chance* ».

Demain, nous balaièrons toutes les prisons.

Arthur PELUCRE

## Privas

Procès d'un  
antimilitariste

Le 29 février dernier, Bernard Magnouloux passait devant le tribunal de Grande Instance de Privas pour avoir distribué sur le marché de cette même ville, le 11 novembre, des tracts antimilitaristes. Il était inculpé pour diffusion du statut d'objecteur, incitation et provocation à l'insoumission et au renvoi de livrets.

A 8 h 30, 30 personnes étaient présentes pour écouter un procès bon enfant. L'inculpé se défendit seul, de façon très brillante en accumulant les arguments légalistes, pour démontrer « qu'informer sur la situation des réfractaires à l'armée n'est pas inciter à faire comme eux » ? Le juge ainsi que le procureur écoutèrent patiemment et tentèrent de faire un peu la morale à l'inculpé ainsi qu'à un insoumis total, venu témoigner à la barre. Le ton était plutôt à l'humanisme : convention européenne des Droits de l'Homme, société française « républicaine » de « liberté et de tolérance », dixit l'accusé, qui a insisté par ailleurs sur les dangers de développement d'un Etat totalitaire. Verdict rendu le 28 mars. Le procureur a demandé une amende symbolique « pour ne pas faire de martyr ».

Petite mobilisation pour ce procès. Un bal folk de soutien une semaine auparavant, organisé par le MAN auquel appartient l'inculpé. La liaison d'Aubenas a apporté son soutien en envoyant des communiqués de presse aux différents quotidiens régionaux et a assisté au procès.

Liaison FA AUBENAS

Lettre  
d'une  
locataire

## Du Vitry Chicago

Je suis consternée de constater l'injustice et la mauvaise foi dont ont été victimes les jeunes de la Cité des Montagnards à Vitry, après l'assassinat du jeune Abdel Kader Lareiche.

Rappelons les faits : Abdel ainsi que ses autres copains discutaient dans l'escalier de leur immeuble. Un locataire, dérangé par leurs propos et également par l'alcool qu'il avait ingurgité, descendit, muni d'une barre de fer, pour les faire taire. Il y eut dispute, bagarre, si bien que le gardien de l'immeuble arriva armé, tira et tua Abdel.

La presse quotidienne fit totalement abstraction de la barre de fer, de l'alcool, et alla, cependant, jusqu'à inventer que ces jeunes (n'oublions pas qu'ils sont arabes) avaient mis le feu sur le palier du voisin, et dit également qu'après ce drame, ils saccagèrent la loge du gardien par vengeance, ce qui s'avéra complètement faux.

J'habite cette cité depuis seize mois, un immeuble en face « Cousy », et je suis étonnée du calme qui y règne, jamais de bruit la nuit, ni de « hordes sauvages » rencontrées lors de nos rentrées nocturnes.

Les jeunes qui ont été en cause le soir du drame ont demandé à tous les locataires de se réunir pour pouvoir s'expliquer et raconter comment les choses se sont réellement passées, car d'après les JOURNAUX, la TELEVISION et la RADIO, ce n'était qu'une bande de voyous.

Nous nous sommes retrouvés devant des gosses, les larmes aux yeux, accablés devant l'injustice dont ils étaient les victimes. Effectivement ils chahutaient, faisaient du bruit, mais ce que vous aviez oublié de mentionner, VOUS, MESSEIERS LES JOURNALISTES, c'est qu'un locataire est sorti de chez lui avec une BARRE DE FER POUR LES FAIRE TAIRE, (JOLIE FAÇON DE VOULOIR DEMANDER LE CALME). Les jeunes, eux, n'étaient pas armés, et pourquoï, après le drame, à l'arrivée de la police, s'est-on occupé du gardien et non du jeune Abdel Kader qui, d'après ses camarades, était encore vivant (LE SAMU ETANT ARRIVE UNE DEMI-HEURE APRES) ?

Je tiens à préciser que le feu n'a jamais été mis sur le palier, ni la loge saccagée, ceci est ABSOLUMENT FAUX, effectivement la porte a été forcée, mais d'une façon très adroite, je dirais même par un expert et par qui... peut-être quel'un qui avait tout intérêt à faire accuser les jeunes, pourquoi cherche-t-on à leur mettre tout sur le dos ?

MESSIEURS LES JOURNALISTES, où puisez-vous vos informations ? Après la lecture de vos quotidiens, des locataires vous auraient déclaré, lors de leur déménagement, qu'ils étaient heureux de quitter cet ENFER. QUEL ENFER ! Si c'est cela l'enfer, je suis contente d'y être.

Si tous les locataires sont insatisfaits et vivent dans la TERREUR, pourquoi, hier soir à 18 h, y avait-il tant de monde, venu se réunir à la demande des « SOI-DISANT LOUBARDS », ils avaient demandé la RADIO, la PRESSE ou la TELEVISION, mais personne n'est venu ? BIEN SUR, UN PETIT EMIGRE EN MOINS, DES JEUNES QUI VEULENT SE JUSTIFIER, QU'EST-CE APRES TOUT ?

LA MODE DU PRINTEMPS, LES MEDAILLES OLYMPIQUES, UNE PRINCESSE QUI SE MARIE, C'EST BEAUCOUP PLUS INTERESSANT.

M.C. VOIJON

La méthode  
texte inédit de léo Ferré  
dit par Richard Martin  
au Palais des Glaces  
37 rue du Fbg du Temple  
Métro République  
tél. 607-49-95  
du 25 février au 15 mars  
relâche dimanche  
matinée le samedi à 17 h  
Location CROUS et 3 FNAC

## Procès du Canard Enchaîné

# LES COUSINS

Au temps où le faux-noble diamanté qui préside à la destinée de la République avait un « cher parent et ami » en Centrafrique, la félicité régnait dans le camp des profiteurs, autre terme désignant ceux qui font profession de nous représenter. Mais il arrive que tourne le vent de l'histoire, comme on dit, et que des présidents à vie partent précipitamment à la recherche d'une nationalité perdue sur un aéroport de l'Eure.

Giscard, comme Debré, a le sens de la famille. Aussi, avant que le destin cruel mette en lumière les dons particuliers de tueur d'enfants de Bokassa I, sacré empereur avec la bénédiction du gouvernement français et à nos frais, François et Jacques Giscard d'Estaing, cousins de l'autre, auront eu le temps de profiter des largesses de Sa Majesté Impériale. Comme leur illustre parent, les deux lascars ont empoché des diamants, glanés lors de voyages dans l'Empire ami. Mais attention, n'allez pas croire que les cousins aient été là-bas uniquement pour cela. Comme vous et moi, François et Jacques doivent gagner leur vie et c'est précisément leurs fonctions qui les ont menés jusque chez Papa-Bok. L'un, Jacques, est directeur financier du Commissariat à l'Energie Atomique ; l'autre, François, est P.-D.G. de la Banque française du Commerce extérieur. Tous deux sont parvenus à ces postes à l'issue de carrières fulgurantes, un peu aidés, paraît-il, par le ministre des Finances de l'époque, un certain... Valéry Giscard d'Estaing.

C'est encore une fois *Le Canard Enchaîné* qui nous a révélé l'affaire, dans son numéro du 10 octobre 1979. C'est ce même *Canard* que les cousins ont traîné devant les tribunaux, s'estimant diffamés et victimes d'un préjudice d'une gravité sans pareille. Ce qui a brisé le cœur des plaignants, c'est que l'article du *Canard* donnait à penser, selon eux, que les diamants reçus l'avaient été en échange de services rendus. L'information ayant été reprise par l'ensemble de la presse, les cousins n'en dormaient plus. Certains journaux étrangers en ont même fait écho. Alors vous comprendrez l'embarras de ces deux honnêtes hommes que leurs fonctions conduisent à voyager beaucoup. Atteints dans leur dignité, ils ne pouvaient décemment pas laisser planer le doute. Comme une employée de bureau qui aurait chipé des enveloppes, ils craignaient sûrement pour leur emploi. Il appartenait donc à la justice de réparer l'outrage et avocats des cousins et du *Canard* se sont donc retrouvés mercredi 5 mars devant la première Chambre du tribunal de Grande Instance de Paris.

Au cours de ce procès, l'avocat du *Canard*, Roland Dumas, a remis au tribunal de nouveaux documents, signés par Bokassa, prouvant la remise de pierres précieuses aux Giscard-Cousins. Ces derniers ne nient d'ailleurs pas la chose. Ce qu'ils ne supportent pas, c'est qu'on puisse imaginer qu'ils aient accepté les cailloux en remerciements de certaines de leurs activités en Centrafrique. Leurs avocats, dont l'un s'appelle Bocarra (prononcez Beau Carat), ont tenu à rétablir la vérité. En réalité donc, une amitié comme il n'en est guère était née entre l'ex-empereur et les Giscard, amitié que l'ex-empereur tenait à sceller davantage par la remise de cadeaux. Car, en effet, il ne s'agissait que de cadeaux dont la valeur importe peu au regard d'une amitié aussi profonde, tant il est vrai qu'en matière de présents c'est le geste qui compte. Quel est celui ou celle, d'ailleurs, qui oserait taire la possession du stylo-plume, de l'épingle à cravate ou de la chaînette en or, reçus un jour d'anniversaire ?

Depuis bien sûr, Bokassa est devenu inféquentable. On mesure alors mieux ce qu'a pu être chez ces deux hommes le déchirement intérieur que provoque la fin brutale d'une liaison bâtie sur la confiance et l'amitié. Pour François Giscard d'Estaing surtout, ça a dû être terrible. Car Bokassa et lui, c'était Montaigne et La Boétie. L'empereur l'avait fait « commandeur de l'ordre de l'opération Bokassa », après lui avoir remis une première décoration lors d'une partie de chasse, en janvier 1976, et lui avoir offert, en janvier 1978, la nationalité centrafricaine. Pourquoi donc a-t-il fallu que ce maudit hebdomadaire satirique vienne, par des affirmations désobligeantes, ajouter à la douleur d'hommes qui ont appris un jour, à l'heure des informations, que celui qu'ils croyaient être leur ami, n'était pas cet homme méritant leur entier dévouement, mais le monstre que l'on sait ?

La vie est bien cruelle en vérité, et l'on saura dans une quinzaine de jours si le tribunal de Grande Instance de Paris va apporter un peu de consolation à deux hommes bouleversés, en condamnant *Le Canard Enchaîné*. Dans un premier temps, les cousins ont réclamé 20000 F chacun à ce journal, pour le « préjudice » causé. Après réflexion, faisant preuve d'une infinie bonté, ils ont déclaré se satisfaire du franc symbolique de dommage-intérêt. Puisqu'il faut absolument que la dignité de ces messieurs ait une valeur marchande, nous dirons que cette deuxième estimation résulte après tout d'une meilleure appréciation de ce que vaut l'honneur des chers Cousins.

FLOREAL

## Ça bouge dans les Yvelines !

Le mouvement partit d'un CES des Mureaux, face à l'inactivité des syndicats enseignants. La raison ? Le grignotage des vacances scolaires (deux jours et demi l'an prochain, deux jours l'année suivante, tout cela, bien évidemment, sans aucune contre-partie) et un découpage des dites vacances frisant l'absurde (des vacances débutant un mardi midi, d'autres se terminant un mardi midi, d'autres encore séparées par... trois jours et demi de travail en novembre 80).

A ce problème de vacances auxquelles sont attachés les enseignants (n'est-ce pas là l'un de nos très rares avantages ?) s'ajoutent les nombreuses suppressions de postes, les stages (gratuits) dans les entreprises pour les lycéens d'enseignement professionnel (LEP), la fermeture de l'Ecole Normale de Versailles, la création du CM3 (re-création des « transitions », véritables voies de garage, finie la « même 6<sup>e</sup> pour tous » de Haby), etc.

Une réunion se tint le mardi 26 fé-

vrier aux Mureaux avec des enseignants représentant une trentaine d'établissements, allant des maternelles aux lycées. Rapidement le débat se politisa et nous en vîmes à réclamer la grève totale, la GREVE GENERALE de l'enseignement jusqu'à satisfaction des revendications.

Mais, lancée par l'OCI, ses militants plus que majoritaires à la réunion, réclamèrent leur sempiternelle « unité PC-PS » ! Après une discussion animée, il y eut vote sur ce mot d'ordre « unité PC-PS », et bien sûr, les 24 OCI votèrent pour, nous ne fûmes que 3 à voter contre (et pour des raisons bien différentes) et 4 s'abstinèrent.

Actuellement, la lutte s'amplifie par l'élargissement aux autres établissements des Yvelines et une nouvelle assemblée départementale a eu lieu le mardi 11 mars à 20 h 30 à la salle SRV des Mureaux.

Qu'on se le dise et soyons nombreux ! Les libertaires doivent être présents face à l'OCI !

J.P. BERRAUD

## PLOGOFF, un exemple à suivre

Plogoff... 17 heures, les mairies annexes, mises en place par la préfecture pour l'enquête d'utilité publique sur la centrale nucléaire, s'ébranlent, protégées par d'importantes forces de police.

Jets de pierres, bouillons, cocktails Molotov du côté des 600 manifestants, tirs de grenades lacrymogènes et offensives du côté des flics. Et cela ainsi depuis quatre semaines et pour encore deux semaines.

Plogoff, à la pointe de la Bretagne, vit au rythme de l'occupation militaire : huit escadrons de gendarmes mobiles (600 hommes) avec hélicoptères et blindés légers, stationnent près de Plogoff, au séminaire de Pont-Croix, réquisitionné pour l'occasion. Comme si ce déploiement de vermines policières ne suffisait pas, 75 parachutistes de Mont-de-Marsan (Landes) sont venus prêter main forte à la filaille. Mais malgré cet impressionnant déploiement de forces policières, qui rappelle Malville sous bien des aspects, les habitants de Plogoff tiennent bon dans leur refus du nucléaire.

C'est à un véritable harcèlement que sont livrées les forces de répression. Outre les affrontements quotidiens lors du départ des mairies annexes, la nuit est propice à la guérilla sous toutes ses formes. De véritables barrages attendent les flics au petit matin, qui sont obligés de débayer les barricades au bulldozer pour avancer vers le village.

Pourtant la répression se fait plus forte. Le drame a été évité de justesse le 29 février après une très violente charge des parachutistes et des gendarmes mobiles (500 sur place, soit 1 flic pour 2 habitants). Hélicoptère en rase motte, tirs tendus de grenades offensives et nombreuses arrestations ce soir-là.

Un manifestant, Eugène Coquet, marin à Plogoff, a été con-

damné en flagrant délit à 45 jours de prison ferme par le tribunal de Quimper pour avoir été pris avec un lance-pierres dans la poche.

Plogoff est en état de siège, jour et nuit. « *Même pendant la guerre, on n'a jamais vu ça* », confie une habitante de 70 ans à un journaliste. Les flics patrouillent de nuit dans Plogoff et commencent à avoir la détente facile à la suite des embuscades dans lesquelles ils sont tombés.

Même si certains n'étaient pas encore farouchement opposés au nucléaire, une telle répression les a définitivement fait basculer dans le camp des anti-nucléaires... Pas tous quand même, tel ce journaliste (?) de *L'Humanité* qui parle dans son torchon de groupes descendus de Paris pour s'opposer aux forces de l'ordre et traitant de passésistes et de rétrogrades les militants anti-nucléaires. Enfin, rien de bien nouveau du côté des stalinien... Au concours des articles ordures, *L'Humanité* décrochera une bonne place.

Toujours est-il qu'une fois de plus le slogan : « Société nucléaire-société policière », devient cruelle réalité. Toujours est-il que les habitants de Plogoff ne sont pas près de céder face au fascisme électro-nucléaire et montent à tous les anti-nucléaires la voie à suivre pour s'opposer énergiquement et efficacement à cette agression de l'Etat.

EDF n'est pas près de construire ses centrales dans l'Ouest. Elle peut toujours trimballer son projet sur les rives de la Loire (Le Pellerin, Montjean) ou sur les côtes bretonnes, si les populations locales réagissent avec la vigueur des Plogovites, ce n'est pas encore demain que l'on aura du courant d'origine nucléaire.

Plogoff, un exemple à suivre...

LOUIS (gr. Elisée Reclus d'Angers)

## Grève surprise des instituteurs parisiens

- 28 février : 250 instituteurs en grève.  
- 6 mars : 1074 instituteurs débrayent.  
- Une manifestation appelée par l'AG parisienne des grévistes, a regroupé plus de 1000 personnes.

- 10 et 11 mars : le SNI appelle à la grève. Personne n'y croyait, le SNI débordé par sa base depuis maintenant une dizaine de jours, la direction parisienne fut poussée par ce mouvement à convoquer un conseil syndical extraordinaire, d'avancer de plusieurs semaines un mot d'ordre de grève, d'organiser une campagne d'action. Victoire syndicale ? Voir, car rien de telle qu'une grève de 48 heures (UID (tendance majoritaire) a tout de même doublé ses journées d'action inutiles) pour enterrer un mouvement. Bien que les grévistes ne drainent pas derrière eux une majorité d'instituteurs, partout, dans chaque préau d'école, syndiqués et non-syndiqués discutent, examinent la situation, attendent le feu vert du SNI, chacun sympathise avec la lutte menée et ressent la nécessité d'agir contre les mesures de cartes scolaires imposées par le ministère.

**Bref aperçu du mouvement :** Dès le 26 février, les instituteurs du 18<sup>e</sup> arrondissement se lancent dans une grève reconductible. Le 28 février, journée d'action (dépôt de pétitions de protestation auprès du directeur des enseignements primaire et pré-élémentaire) organisée par le SNI, qui voit les instituteurs débrayer et organiser une assemblée générale parisienne de grévistes. Cette grève reconductible ne demandait

qu'à être lancée et a vu ses membres augmenter au fil du temps. Il est toujours difficile et aléatoire de conduire les travailleurs d'une entreprise dans un mouvement de grève quasi-spontané et minoritaire quant au nombre, mais à l'Education nationale, cette modalité de lutte était réservée dans les congrès syndicaux aux minorités (Ecole Emancipée et Front Unique Ouvrier). Près de 6000 instituteurs et P.E.G.C. sont éparpillés dans les écoles d'une dizaine de classes sur tout Paris. Et dans les mentalités, seul le lien syndical semblait rattacher les instituteurs les uns aux autres. Ce porte-à-porte continu représente l'obstacle principal à une lutte extra-syndicale freinée autant par l'administration que par la direction du SNI. Il est toujours dangereux d'annoncer des pronostics quant à l'évolution de cette grève, mais d'ores et déjà, nous pouvons dire qu'elle représente une victoire organisationnelle. Elle a permis aux instituteurs de s'organiser, de diriger eux-mêmes leur lutte et amener les non-grévistes à s'y intégrer (ne serait-ce qu'en participant aux assemblées générales).

Le mot d'ordre de grève de 48 heures risque fort d'enterrer définitivement ce combat, et ce pour deux raisons principales. Beaucoup d'instituteurs ont débrayé depuis près de 15 jours et ne se voient pas (à part quelques doux dingues de l'OCI) pousser seuls le mouvement. La lutte contre l'administration ne peut s'engager qu'au niveau primaire parisien, mais englober l'ensemble des personnels touchés par les mesures de

### Grève surprise

redéploiement définies par Beullac. C'est donc vers une grève générale de l'Education nationale que doivent s'engager les travailleurs. Le développement de ce mouvement - prémisses à sa victoire - ne passe plus par une agitation constante, mais par une auto-organisation qui fera appel à tous les travailleurs de l'Education nationale. Déjà des instituteurs de Pantin, des Lilas, les professeurs du lycée Paul-Valéry, ont engagé le combat sur le même terrain. Dans le secondaire, les profs sont, eux aussi, touchés par les suppressions d'heures de cours (donc de postes), les pions voient leur statut modifié, ce qui entraîne une mise à pied des étudiants engagés par le ministère... Les mesures de redéploiement seraient trop longues à énumérer dans cet article, mais elles nous montrent une fois de plus que toute grève sectorielle et corporative ne peut aller qu'à l'échec, si elle ne tente pas de rompre les barrières dressées par l'administration entre les travailleurs touchés d'une façon identique par la crise économique.

**Les prolongements du mouvement :** Dire que le jeudi 13 mars verra la majorité des instituteurs parisiens en grève reconductible ou le travailleur de l'Education nationale en grève générale, est impossible. Les disciplines de tendances au sein de la FEN sont trop importantes pour qu'un mouvement extra-syndical puisse les rompre définitivement en ce premier coup de buttoir. Cette grève sauvage nous amène à tirer un bilan exhaustif de la situation.

Près d'un millier d'instituteurs ont montré leur capacité à s'auto-organiser dans un milieu marqué par une tradition syndicale très importante. Cette volonté organisationnelle nous montre une fois de plus que les travailleurs, dans une situation donnée, reprennent d'eux-mêmes les schémas fédéralistes anarchistes. Seuls la situation et l'environnement social permettent de tracer ces structures libertaires. C'est parce qu'une situation politique et économique n'offre plus les possibilités d'agir dans le seul cadre réformiste que les travailleurs s'engagent dans la voie révolutionnaire. Et ce ne sont pas les militants des minorités syndicales qui ont tissé le support de cette toile révolutionnaire, mais l'administration et l'incapacité des directions syndicales elles-mêmes. Car ce ne sont pas les seuls grévistes qui ont mis à bas, pour quelques temps, les journées d'action réformistes, base principale de l'activité de la FEN, mais l'ensemble des instituteurs parisiens indécis et ne croyant plus aux réponses habituelles apportées par le SNI à la politique de Beullac. Ce sont les questions que se posent les instituteurs pendant les récréations, dans les AG de grève et de sous-section sur la création de nouveaux moyens de combat, qui ont donné l'ampleur de ce mouvement. Et c'est cet ensemble de données qui a fait que le SNI appelle à la grève, que partout dans la fonction publique, les actions prônées par les directions réformistes sont ébranlées et ne semblent pas toucher les travailleurs.

Il est vrai que ce ne sont pas les militants révolutionnaires qui font qu'une lutte se développe dans une orientation ou une autre. Mais il est également vrai que leur rôle dans une lutte est indéniable. Leur présence constante autant sur le terrain syndical que sur leur lieu de travail, permet de donner des orientations au mouvement. Dans des périodes calmes, de prospérité, de ronronnement économique, où personne ne se sent atteint dans ses privilèges, leurs propos ne semblent pas déborder le cadre des joutes oratoires de tendance. Mais le rôle qu'ils ont joué en période d'indécision, peut faire basculer dans un sens radical une lutte corporatiste. N'oublions pas dans le cas présent que la grève est partie du 18<sup>e</sup> arrondissement et que, justement, ce quartier a une position particulière dans le SNI (le F.UO-OCI détient une partie du secrétariat de la sous-section du SNI).

En conclusion, cette grève reconductible nous montre que la capacité de lutte des travailleurs n'est pas à l'image du réformisme syndical ; qu'une situation donnée peut engager une couche de la classe ouvrière dans la voie révolutionnaire, mais... il y a toujours un mais quelque part ; pour qu'une grève devienne un succès, il ne s'agit pas seulement de lui donner des allures sympathiques, mais qu'elle aboutisse, que les revendications (aucune fermeture de classes, 25 élèves par classe) soient reconnues par le ministère. La clé du succès de ce mouvement est là. Dans une situation de récession économique, il est pratiquement impossible que l'administration accepte la totalité des revendications. Si le conseil départemental (dont la date de réunion n'est pas encore fixée) recule et refuse donc certaines fermetures, nous pourrions dire que la grève fut un succès, sinon... les désillusions et le manque de combativité laisseront place nette au réformisme syndical et aux pressions ministérielles.

Thyde ROSELL (gr. Louise-Michel)

# PAIX OU GUERRE ?

Plus que jamais, angoissante, une question se pose : les années 80 verront-elles l'humanité se détruire dans l'apocalypse nucléaire ?

De nombreux signes nous inciteraient à le penser. La course aux armements s'accélère, les nationalismes s'exacerbent, les fanatismes se réveillent, la bataille économique se précise, et un peu partout dans le monde, se font entendre les sinistres bruits de bottes.

On tue... On meurt... ! Au cambodge, le troisième génocide de l'histoire contemporaine s'accomplit. En Iran, l'odieuse chantage aux otages rabaisse un pays aux pratiques du gangstérisme. L'armée Rouge, en Afghanistan, « rétablit l'ordre » et « consolide le socialisme » à l'aide de tanks. La prolifération nuclé-

acceptation... à toutes fins intéressées ! Paix ou guerre ? Giscard et le pape ne nous ont-ils pas, en guise de vœux, placés devant la terrible alternative ? Il est vrai que, prestidigitateurs géniaux, ils n'ont pas manqué, par la même occasion, de nous proposer leurs tours de passe-passe magiques. Si la paix peut être sauvée, ce ne sera que par eux ! Pour cela, il suffit que nous leur fassions aveugle confiance et totale soumission. Ne sont-ils pas les seuls à posséder la formule incantatoire ?

Comme si l'Histoire ne nous enseignait pas que tous ces « sauveurs suprêmes », au langage de bateleurs des places publiques, n'ont jamais été et ne seront jamais que des attrape-nigauds, doublés de fossoyeurs sans scrupules ni remords !

un nouveau partage du monde, chacun des deux espérant obtenir la meilleure part du gâteau; entendez : le rapport de force le plus favorable.

En fait, pour le moment, ceux qui « gouvernent », qu'ils soient d'ouest, d'est ou d'ailleurs - acquérant en cela de substantielles prébendes et de somptueux privilèges - n'ont qu'une idée en tête : jouer sur notre peur profonde pour annihiler tout sens critique et toute volonté de révolte. Ce qu'ils veulent, à tout prix, c'est le maintien d'une société moutonnière, amorphe, taillable et corvéable à merci, et prête, si nécessité s'en fait sentir, à mettre le petit doigt sur la couture du pantalon. Il faut donc penser qu'il existe une grande part de bluff et de calcul dans tout le battage entretenu sur l'éventualité d'un conflit planétaire.

D'ailleurs, reconnaissons à Giscard une certaine psychologie des foules. En maniant l'équivoque et en jouant le « tout est possible », il entend surtout nous faire oublier l'échec patent de sa politique économique et sociale... (sans négliger l'échéance présidentielle de 81); si cela s'avérait impossible par ce simple moyen, il lui resterait (et le geste est déjà commencé - voir ses invitations à Mitterrand et à Marchais, ses appels à la « lutte contre les factions » et à la « formation de l'équipe de France » -) il lui resterait à faire avaliser sa politique par un large rassemblement « d'Union Sacrée », en proclamant la patrie en danger ! Politique qui mène à la misère de nombreux travailleurs... mais « qui est la seule possible » comme se plaît à le répéter dans un sourire béat de grassouillet, l'alter ego : le professeur Barre ! Il est vrai que, pour sa part, il n'a pas lieu de s'en plaindre !

Oui, paix ou guerre ? Rien n'est joué et tout est possible. Et la marge est étroite !

Dès lors, plus que jamais, disons-le, répétons-le, crions-le, seuls une prise de conscience et un sursaut des hommes, des hommes libres de tout intérêt sordide et de tout fanatisme aveugle, pourront orienter le cours des événements. Une prise de conscience appuyant une volonté lucide et déterminée d'éliminer à jamais les puissants de ce monde, toujours plus assoiffés d'or et de sang.

N'hésitons pas à l'admettre : aujourd'hui se pose à l'humanité le seul et vrai problème : la remise en question - et en accusation - d'une société qui crève de son irrationnel et de son égoïsme; la remise en question - et en accusation - d'une civilisation trop souillée d'abus, d'erreurs, d'injustices, de misères et de crimes pour répondre à la nature et à la noble aspiration de l'être humain : son plein épanouissement dans la liberté, la justice, l'égalité, la fraternité et le bonheur.

A nous, libertaires, d'être à la pointe du combat - le seul juste - pour faire s'écrouler ce vieux monde, pourri jusqu'à la moëlle des os, ce combat qui, une fois gagné, nous permettra - et alors vraiment - de préparer des « lendemains qui chantent ».

A. PROUTEAU  
Groupe libertaire vendéen

# Situation sociale en Espagne

Pendant ces trois premiers mois de l'année, alors que règne en France une « paix sociale » des plus précieuses, l'Espagne connaît, elle, une apparente guerre sociale. En effet, et si l'on en croit les journaux, les grèves, appuyées par les Commissions Ouvrières (la CGT espagnole) semblent toucher de nombreuses branches de l'économie.

C'est qu'en ce début d'année 1980, le renouvellement des conventions collectives suppose d'après discussions entre patronat et syndicats sur le fameux pourcentage d'augmentation des salaires. Celui-ci était, théoriquement, indexé sur l'augmentation du coût de la vie. Or, le gouvernement espagnol a donné son taux d'inflation pour 1979 : 16%. Pourcentage qui, de l'aveu du gouvernement lui-même, n'inclut pas les variations du prix de l'essence pendant 1979 ! On comprend donc que ces 16% soient une duperie (comme d'ailleurs tous les « calculs officiels » sur lesquels nos salaires sont indexés). Ceci étant, il paraissait évident que le patronat espagnol, fort du calcul gouvernemental (16%) allait indexer la hausse des salaires sur ce taux. C'était trop espérer !

Prétextant la crise dont souffre l'économie espagnole, le « CNPF » ibère a cherché ses alliés dans le camp des travailleurs pour rogner un peu plus sur leur pouvoir d'achat. Il a trouvé... les syndicats réformistes. Ils ont été le rouage parfait qui a freiné les exigences du prolétariat espagnol. Les sociaux et leur syndicat l'UGT sont venus au devant des exigences patronales, en signant un ACCORD-CADRE (patronat/UGT) dans toutes les branches de l'économie, quelle que soit l'implantation de l'UGT.

Que stipule l'ACCORD en question ?

Comme son nom l'indique, c'est un cadre dans lequel devront entrer toutes les revendications ouvrières : par exemple, il fixe les augmentations de salaire entre deux seuils : de 13 à 16%. Ce qui, dans le meilleur des cas, rogne tout de même sur le pouvoir d'achat de la classe ouvrière, étant donné, nous l'avons vu, l'arbitraire calcul des 16%. Quelle ubaine pour les patrons d'avoir de tels syndicats avec eux ! Ils n'ont eu qu'à sonner pour que les laquais réformistes volent au secours d'un système économique en faillite.

Dans cette situation, les communistes des Commissions Ouvrières ont été doublés de vitesse par l'UGT, puis exclus des négociations sur le contenu du pacte social version 1980. Il va sans dire que les grèves de 24 heures ont été nombreuses pour forcer le patronat à signer un pacte non pas avec l'UGT (c'était déjà fait), mais avec les Commissions Ouvrières. C'était

évidemment une question de principe, puisque le syndicat le plus fort en Espagne étant les Commissions Ouvrières, ne pas compter sur elles dans la signature d'un pacte social, signifiait nier leur hégémonie au sein des travailleurs, et ce aux yeux de l'opinion publique. Le camouflet que le patronat a infligé aux communistes, les a conduits à imposer par la force des grèves leur accord salarial. Mais au fait, quel était le contenu de ce contrat « CGT espagnole/patronat ? Même augmentations (de 13 à 16%), mêmes détails que « l'ACCORD CADRE » passé entre l'UGT et le patronat !

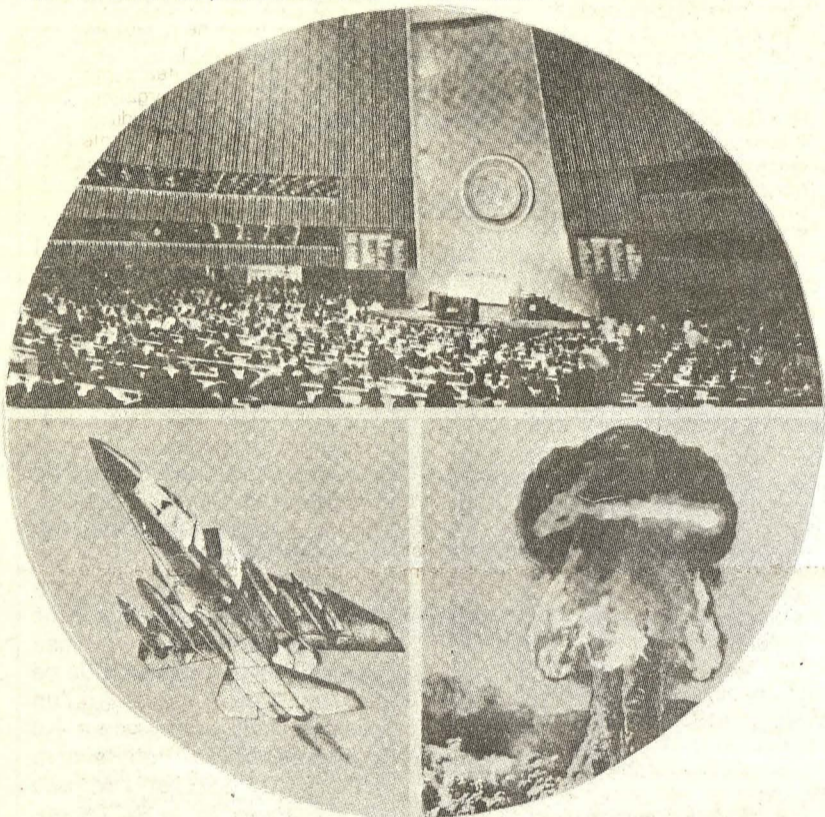
On assiste donc en Espagne, en ces mois de février et mars, à une course à la collaboration de classe. Qui imposera son accord ? Cela a peu d'importance, en fait, pour l'immense majorité des travailleurs, car dans un cas comme dans l'autre, ils se trouvent bernés par le réformisme syndical.

Le bilan de ces grèves de 24 heures pipées à l'avance est très maigre : moins de 10% de grévistes dans les secteurs concernés. La partie a donc, semble-t-il, été gagnée par l'UGT. Les Commissions Ouvrières n'ont pu mobiliser la masse travailleuse pour la faire se battre sur la base du pacte social-bis. Les travailleurs, fatigués des grèves politiciennes et inutiles, ont senti la « magouille » dans laquelle les Commissions Ouvrières voulaient les entraîner...

La Confédération Nationale du Travail (C.N.T.), seul syndicat anarcho-sindicaliste existant encore sur la planète (!), et ayant une présence réelle dans certains secteurs de l'économie, a mis toutes ses forces dans la bataille pour développer les conflits sociaux dans le but de casser le cadre des augmentations et réglementations prévues par le pacte social 1980. Bien sûr, de nombreux communiqués, dans la presse des régions où la C.N.T. est bien implantée (Catalogne et Pays valencien), ont dénoncé les grèves de 24 heures comme une manœuvre des Commissions Ouvrières pour évincer l'UGT, et non pour améliorer les conditions de vie des travailleurs.

Dans certains secteurs, les patrons, sous la pression des grèves générales et dures, ont dû céder à plus de 16% et ont donc cassé le « cadre » ! Ces secteurs sont l'enseignement, l'administration, les transports, la métallurgie navale (Sagonte), etc. Dans certains cas, les conflits durent toujours : RENFE (SNCF espagnole), Michelin (Victoria), etc. La C.N.T. a impulsé et développé toutes ces grèves et dans la mesure de leur implantation, les anarcho-sindicalistes vont tenter de débiter les syndicats réformistes pour faire place à de véritables améliorations dans le quotidien des travailleurs.

José (gr. Sevrans-Bondy)



aire se précipite. Aujourd'hui, les grands, demain le Mexique, l'Inde, l'Égypte, Israël, le Pakistan, l'Afrique du sud, etc., disposeront de l'arme atomique. Par ce fait même, le risque de guerre abordera une courbe dangereusement ascendante. La conquête du pétrole, des matières premières et énergétiques, des places stratégiques, devient frénétique et vitale. Le monde s'agite sur un volcan, et le danger d'explosion est grand ! Des voix venant d'horizons divers nous le rappellent. L'homme de la rue, plus ou moins confusément, le ressent.

L'Histoire aujourd'hui se répète dans la sourde et insidieuse approche des conflits qui se préparent. Faut-il donc se résigner à l'inévitable ?

Libertaires, nous ne pouvons l'admettre ! Nous ne cesserons de dire que l'Homme, s'il le veut vraiment et s'en donne les moyens, reste maître de sa destinée ! Bien sûr, il ne manquera pas de voix pour évoquer un certain fatalisme et pour appeler à une raisonnable

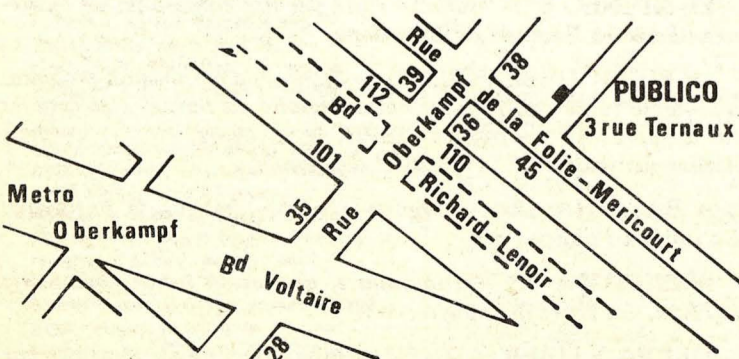
Il est vrai qu'un risque réel de guerre existe, et que se réalisent partout, à l'heure actuelle, les conditions préparatoires, maternelles et psychologiques. Une erreur de calcul ou de code, une réaction aberrante - sans exclure le geste d'un fou - pourraient ouvrir toute grande la porte à l'aventure !

Mais regardons bien les choses. Une appréciation objective de la situation nous permet de constater qu'agitateurs et spéculateurs de tous poils ont intérêt à l'entretien d'une psychose de guerre.

N'en tirent-ils pas de confortables bénéfices ? L'industrie d'armement n'a jamais été aussi prospère, et voyez le tripatouillage sur l'or !

En réalité, ce sont les deux grands, USA et Union Soviétique, qui mènent le jeu et, pour l'instant, je ne crois pas, pour ma part, qu'ils soient prêts à en découdre, paralysés qu'ils sont par « l'équilibre de la terreur » qu'ils ont établi, et bien trop occupés à « s'adapter » à

## POUR NOUS TROUVER PLUS FACILEMENT



## PUBLICO

### du mardi

### au samedi

### de 10 h 30

### à 19 h

# informations



# internationales

## hollande

**L'INTRONISATION D'UNE NOUVELLE REINE** — Quel merveilleux prétexte pour resserrer l'union nationale, pour faire taire l'opposition, pour écarter toute crise gouvernementale qui serait « indécise » dans de telles circonstances. Jusqu'à la fin avril : c'est la trêve, c'est-à-dire le feu vert pour un gouvernement qui a les pleins pouvoirs pour régir les salaires et décréter qu'ils resteront en stagnation ! Le premier ministre a déjà fait savoir que toute grève des syndicats officiels serait un acte anti-gouvernemental, donc politique, ce qui permet d'opposer les forces de l'ordre aux « partenaires sociaux » ! La liberté d'action du gouvernement est rendue possible par l'affaiblissement des syndicats, résultat de multiples capitulations. Seule l'action spontanée et sauvage - si elle a lieu - pourrait modifier le scénario conçu par le pouvoir.

Mais pour combattre toute velléité d'action extra-parlementaire, on a trouvé - grâce aux récents événements internationaux - un bouc-émissaire : c'est le parti communiste. Ce parti qui fut un valet servile du stalinisme, a été par la suite écartelé entre sa doctrine rigide et l'opportunisme indispensable pour gagner des voix dans l'électorat. Une partie des intellectuels communistes a été séduite par les thèses de Gramsci et de Althusser sur « la crise du marxisme », et le parti lui-même a joué un rôle dans les actions de masse contre les bombes nucléaires - sans toutefois en tirer grand profit, car ces actions ont surtout mis en vedette les comités autonomes, les groupes d'opposition du type pacifiste ou tolstoïen. Mais combattre le « fantôme » du parti communiste - dans la tactique social-démocrate et gouvernementale - c'est combattre par ce détour une réalité : toutes les organisations au niveau international de tant de comités locaux : tels les Kraakers, les antimilitaristes, les écologistes, les étudiants. En un mot, il s'agit de « combattre l'anarchie aux Pays-Bas ». Certes, le gouvernement a bien besoin d'une trêve et le système parlementaire montre son impuissance. Une majorité parlementaire de une ou deux voix, c'est peu, surtout si on songe que chrétiens-démocrates et libéraux sont divisés et que les chrétiens-démocrates le sont aussi. Le 20 février, on annonçait la démission du ministre de Finances qui proposait une économie de près de 10 milliards de francs en six mois, déréglant ainsi toute la vie sociale ! Que faire ? Ouvrir, par la démission du cabinet tout entier, une crise ministérielle qui eût été un défi à la « trêve » ? Le gouvernement a décidé de demeurer sans son ministre des Finances et a annoncé une série de propositions qui seront débattues au parlement le 4 mars. En voici l'essentiel : une économie de 3 milliards sur les dépenses de l'Etat : travaux, salaires des fonctionnaires, assistance sociale (on ne touche pas aux armements) ; interdiction de toute hausse des salaires dans les accords collectifs ; taxes sur l'essence augmentées ; pas d'action gouvernementale sur les prix. En une semaine, pour illustrer ces mesures, on annonce 1500 licenciements chez Philips ; 1800 dans les PTT, 1700 dans l'entreprise AKZO et les chantiers navals.

Riposte syndicale ? L'organe du syndicat FNV annonce une série de meetings (!) Cependant, le 22 février, à Eindhoven, une trentaine d'ouvriers du syndicat ont occupé la grande « tour lumineuse » qui fait partie du bâtiment central des entreprises Philips, pour protester contre les réorganisations et les licenciements. Occupation qui respectait les circuits électriques et qui évitait tout sabotage. Cette occupation a pris fin l'après-midi du 23. Dans le Limbourg, à Meer, grève d'une journée chez Philips. Pour le 4 mars, on prévoit une journée d'action (?) avec des grèves de 24 heures

dans divers secteurs. Ces mouvements - dans l'ordre et la discipline - n'auront aucune influence sur la position des parlementaires. Ils ne feront que mettre en évidence l'impuissance des syndicats. Les initiatives ne peuvent venir que d'ailleurs !

Si les syndicats apparaissent comme des « facteurs d'ordre », les occupants d'immeubles vides ou voués à la démolition pour favoriser les spéculations immobilières, constituent des « facteurs de désordre ». Une forteresse de ces Kraakers est le « Grote Keyser » - symbole de cette spéculation - qui fut propriété de l'entreprise OGEM. Nos camarades libertaires ont diffusé, auprès des travailleurs de l'OGEM, un tract les appelant à la solidarité à l'égard des Kraakers : cette initiative a fort irrité les patrons ! Le 1<sup>er</sup> mars, la télévision française signalait de violents affrontements entre occupants d'immeubles et forces policières bien armées chargées de l'expulsion des Kraakers. Nous espérons pouvoir donner des renseignements détaillés dans le prochain M.L.

## DANS LE CLERGE CATHOLIQUE

Le synode des évêques néerlandais, tenu au Vatican, a été marqué par l'énergique reprise en main par le pape des contestataires épiscopaux. L'obéissance totale à l'Eglise a été ratifiée par les évêques qui se sont inclinés avec ensemble. Il est donc défendu de garder des syndicats de prêtres, de s'associer aux organisations syndicales ou privées, de créer des organismes de base sous prétexte de « travail pastoral ». Condamnation du mariage des prêtres, et de toute complaisance à l'égard des homosexuels. Interdiction de l'avortement et de « l'aide pastorale » aux femmes qui, après avortement, voudraient rester catholiques. Condamnation de toute démocratie dans l'organisation ecclésiastique, donnant priorité à des communautés épiscopales. Le pape entend rester le sommet d'une hiérarchie autoritaire et les évêques, trahissant la majorité de catholiques qu'ils devaient représenter, ont dit : amen ! Quelle sera la réaction des « fidèles » devant cette lamentable soumission ?

## autriche

**PARTI LIBERAL** — Le M.L. a déjà entrepris ses lectures de la pénible situation du parti libéral FPÖ. Entre le parti social-démocrate SPÖ (au pouvoir) et le parti populiste ÖVP, les libéraux offraient un refuge aux électeurs. Entre les « rouges » et les « noirs », les libéraux représentaient un facteur d'équilibre. Il était voué fatalement à des crises qui, chaque fois, ont entraîné une baisse de ses électeurs (336000 voix en 59 et 246000 en 79). La présente crise risque de porter à ce petit parti un coup fatal : la gauche libérale a obligé le Dr Götz à quitter la présidence du parti et fait campagne pour le Dr Steger. Contre Steger se présente - soutenu par Götz - un candidat anti-marxiste, le Dr Ofner. C'est le 2 mars que se tient le congrès du parti libéral. L'élection de Steger entraînerait certainement des départs dans l'aile droite et le parti libéral - devenant une espèce de parti de gauche - cesserait d'attirer sa clientèle habituelle. En Autriche comme en Allemagne fédérale, il est bien difficile pour un parti libéral de rester éternellement « le cul entre deux chaises » !

## r.d.a.

**LES REPUBLIQUES POPULAIRES** — Que les républiques populaires du Pacte

de Varsovie - sauf la Roumanie - soient inconditionnellement aux ordres de l'URSS, nul n'en doute - sauf les imbéciles ! Mais dans cette entreprise de l'impérialisme russe, on pratique la division du travail et, là où l'URSS ne veut ou ne peut pas paraître directement, elle charge de la besogne les républiques satellites. C'est ce qui se passe à une grande échelle en Afrique, où ces républiques assurent les livraisons d'armes, l'envoi de conseillers militaires et l'instruction en Europe de l'est des jeunes officiers africains. C'est la RDA qui est l'agent le plus actif de l'impérialisme russe en Afrique noire : envoi de 3000 à 4000 conseillers civils ou militaires dans la république populaire du Congo, en Guinée (ex-portugaise) et aux îles du Cap Vert. Mais l'aide de la RDA, à la suite de voyages et de traités conclus par Honecker, est surtout concentrée sur l'Angola, le Mozambique et l'Ethiopie. Le traité avec le Mozambique stipule une aide militaire, et en Ethiopie, ce sont des conseillers de l'Allemagne de l'est qui organisent les services de sécurité (de police !). Il semble que l'Allemagne de l'est ait le monopole de la formation des services de police politique dans plusieurs Etats africains. En Thuringe a été fondée une école de langues africaines à l'usage des officiers et sous-officiers de l'Armée nationale populaire.

Soyons justes ! La RDA n'est pas seule : on trouve des Tchécoslovaques en Guinée, des ingénieurs bulgares en Tanzanie et des techniciens bulgares en Zambie. Certes, l'invasion de l'Afghanistan est plus spectaculaire, mais l'infiltration en Afrique - par personnes interposées - mérite d'être signalée.

## allemagne

**AVANT LES ELECTIONS** — Le gouvernement propose la date du 5 octobre pour les élections au Bundestag qui verront l'affrontement Schmidt-Strauss. Sept mois qui seront mis à profit par la faune politicienne pour séduire, abrutir, acheter les électeurs. Strauss - champion du CDU-CSU et de la droite bavaroise - se heurte à une campagne véhémente de toute la gauche et extrême-gauche. De plus, à l'intérieur du CDU, il y a eu - il y a encore - des réticences. C'est ainsi que le maire CDU de Stuttgart, Manfred Rommel, prend ses distances à l'égard de Strauss. Et voici qu'on annonce la sortie pour le 18 avril d'un film résolument anti-Strauss : « Le candidat ». Ce film est produit par une société cinématographique de Munich qui, depuis deux ans, a à sa tête l'éditeur de la revue *Der Spiegel*, le tout-puissant Rudolf Augstein. Augstein nourrit une haine tenace à l'égard de Strauss et tout laisse prévoir que, lorsque le film sortira, il y aura du sport dans les salles obscures ! Cependant, le parti libéral FDP, menacé par les listes vertes, a bien des soucis. En Bade-Nurtemberg, le comité directeur des Jeunes-Démocrates (Jusos) a décidé pour les élections au Landtag de ne pas soutenir dans le district de Main-Taubern, le candidat de son propre parti, mais de faire voter pour le candidat vert. Le FDP a des traités dans ses rangs : les rats se sauvent quand ils sentent le navire en perdition !

**LES PROCES** — Le 22 février a été rendu le jugement du procès d'Astrid Proll : elle était accusée d'avoir participé à une attaque contre une banque et usé d'une fausse carte d'identité. Elle a été condamnée à 5 ans et demi de prison et 4500 DM d'amende. Elle a déjà fait, en prison préventive, les deux tiers de la peine. Elle est donc libre... après combien de péripéties !

A Berlin, en même temps que le procès contre cinq « complices » du mouvement du 2 juin (voir M.L. du 28 fé-

vrier), a commencé le procès contre quatre jeunes gens accusés du célèbre kidnapping du chef du CDU berlinois Lorenz. Un procès entouré de mesures de sécurité importantes : fouille de tous les spectateurs, réduits d'ailleurs à 56 personnes, accusés enfermés séparément dans des cages de verre, policiers prenant copie des cartes d'identité des présents, etc. Il y a eu des incidents : les accusés ont, paraît-il, insulté le juge, la police a voulu faire évacuer la salle et, comme le public s'y refusait, elle a expulsé les gens par la force.

**TOUJOURS LES LOGEMENTS** — A Munich, une centaine d'étudiants et apprentis ont occupé un bâtiment vide, propriété municipale. Ils ont offert de payer un loyer. Mais la police a profité du week-end du 23 février pour vider le bâtiment. Les occupants sont menacés de poursuites pour « violation de domicile » (!) et deux d'entre eux ont été arrêtés.

A Münster, le 26 janvier, une trentaine de personnes avaient occupé deux maisons vides. Le 15 février, en fin de nuit, 200 policiers réveillèrent les occupants et les expulsèrent aussitôt. Le mobilier fut entassé sur des camions et à 7 h 20, on commença à démolir la toiture. A 14 h, les maisons étaient « à bas ». Du travail vite fait, dans une ville où, de l'aveu des autorités, on souffre d'une pénurie de logements. Dans cette même ville de Münster vient de se tenir le congrès des associations générales d'étudiants (la VDS compte 800000 membres), qui réunissait 600 délégués. Une manifestation des délégués a parcouru les rues de la ville, protestant contre la pénurie des logements et le prix abusif des loyers.

**UN HOMME SATISFAIT** — C'est le ministre fédéral des Finances Matthöfer. Il rentre d'un voyage en Turquie et est

tout heureux que le gouvernement turc ait supprimé les obstacles qui gênaient les capitaux étrangers. On pourra donc trafiquer en toute sécurité et il est question que la RFA apporte une aide de l'ordre d'un milliard de dollars. Matthöfer n'a fait aucune allusion au régime militaire et policier qui emprisonne et tue les opposants en Turquie. Quand on fait des affaires, on ne s'intéresse pas à l'environnement et on ferme les yeux sur... les bavures.

## IRAN

### Communiqué

Vient de paraître le numéro 1 de *NAFARMAN*, le bulletin anarchiste d'expression persane, dont la publication avait été annoncée il y a longtemps par voie de presse, mais l'absence des moyens matériels avait retardé. Les communications se feront au nom du responsable de cette publication : Ahmad-Reza-Ravanbakhsh à l'adresse indiquée par ce bulletin, pour éviter la confusion avec un autre journal publié précipitamment à l'insu des véritables fondateurs de ce bulletin. Il est à rappeler qu'un autre bulletin anarchiste a été publié auparavant dont le nom *AZAD-MANESH* et l'adresse sont indiqués sur le *RUTA* numéro 36.

## Publications reçues

**C.N.T. n° 33-34** - Organe national de la Confédération Nationale du Travail espagnole, presque entièrement consacré au V<sup>e</sup> Congrès de cette organisation. En vente à Publico : 3 F.

**COMUNIDAD n°17** - Mensuel rédigé en langue espagnole et publié par des camarades libertaires sud-américains réfugiés en Suède. En vente à Publico : 6 F.

**SOLIDARIDAD OBRERA n°60** - Organe régional de la C.N.T. de Catalogne. Au sommaire : écho habituel des luttes ouvrières, un dossier sur la famille, USA : mythe, réalité, etc. A signaler que ce journal comporte à chacune de ses parutions une page en langue catalane avec, cette fois, un long article sur Albert Camus. En vente à Publico : 3 F.

**CONSTRUCCION n°23** - Organe du syndicat C.N.T. de la construction de Barcelone, en grande partie consacré au congrès de Madrid.

**EL ATENEO n°7** - Bulletin édité par nos camarades de l'athénée libertaire Verneda de Barcelone.

**LE REBROUSSE-POIL n°25** - Mensuel d'action non-violente, d'écologie et de contre-information publié en Suisse. Des articles sur la répression politique en Suisse, le nucléaire, etc., et un petit dossier sur le droit des enfants et des jeunes.

**A BATALHA n°58** - Organe anarcho-syndicaliste portugais. En vente à Publico : 3 F.

**FREEDOM n°41** - Au sommaire, un dossier sur la psychiatrie et l'Etat. En vente à Publico : 3 F.

**TIERRA Y LIBERTAD n°416** - Mensuel édité au Mexique par des camarades espagnols de la C.N.T. exilés dans ce pays.



Le livre de la semaine  
par  
Maurice JOYEUX

## Le socialisme des intellectuels de J.W. Makhaïski

Ed. du Seuil

Il s'agit d'un volume biciphale, en ce sens que le texte de l'auteur est précédé d'une copieuse présentation d'Alexandre Skirda qui nous renseigne sur l'écrivain et nous explique sa démarche intellectuelle et politique. Et pour une fois, je dirais que cette présentation est justifiée, en ce sens qu'il était nécessaire de replacer ce théoricien socialiste d'origine polonaise, peu connu de nos milieux, dans son cadre et de jalonner son parcours d'événements et de personnages - ses contemporains -, permettant au lecteur de s'y retrouver.

Makhaïski n'est pas un anarchiste, même si, comme l'a bien vu Archinov, certains de ses jugements ne sont pas sans analogie avec les nôtres ! Il reste un marxiste sourcilieux, et, pour ma part, je ne saurais souscrire à sa condamnation des écrits du jeune Marx, « le démocrate », par référence à ceux qui constituent *Le Capital*, les uns étant simplement les brouillons des autres ! Mais là n'est pas le plus important. A travers ses commentaires de l'interprétation faite par Kauski, comme par Bernstein, de l'œuvre de Marx, et qui ne sont pas tendres, ce que condamne Makhaïski, c'est la proportion des intellectuels à former un clan dont les aspirations sont le pouvoir d'Etat, à partir d'un marxisme élevé pour la circonstance à la hauteur d'une religion scientifique, comme si la science n'était pas justement une remise en question constante des acquis ! Mais écoutons-le : « Grâce à la propagation de la foi, les savants socialistes parviennent à convaincre les masses ouvrières qu'en se soumettant à la marche historique objective, elles se soumettent en même temps, indubitablement, aux lois de la nature du XIX<sup>e</sup> siècle, qui nous sépare du paradis socialiste ». Sous une autre

forme, Bakounine, dans sa charge contre le gouvernement des savants, n'avait jamais dit autre chose et c'est ce que je me suis efforcé de répéter dans ce journal, en particulier en condamnant l'humanisme issu de *La République de Platon*, qui place à la tête de la nation « les sages ».

Ce qu'a parfaitement vu le théoricien socialiste c'est où conduirait ce qu'il considère comme une altération du marxisme (mais qui est son essence même) et on est frappé par la justesse et le modernisme de sa vision, lorsqu'il proclame : « Les millions de membres des partis socialistes constituent les meilleurs combattants de l'armée pour le progrès de la bourgeoisie, ainsi que la seule force capable de guérir la vie sociale actuelle des malaises et des contradictions dans laquelle elle évolue ». Et c'est encore vrai de nos jours où l'action réformiste des partis reste le garde-fou du système !

J'ai voulu citer quelques passages de ce texte pour vous inciter à le lire, en vous référant à Skirda qui a bien compris et parfaitement expliqué le lien qui existait entre les jugements sévères de Makhaïski et la situation actuelle des groupes révolutionnaires se réclamant de Marx, groupes devenus des faire-valoir de classes intellectuelles décidées à s'emparer du pouvoir d'Etat et d'installer, sous des formes diverses, à l'aide d'une phraséologie appropriée, de nouvelles couches dirigeantes issues de leur milieu ! Et il a parfaitement raison de souligner : « Les analyses de Makhaïski se sont trouvées confirmées par l'évolution historique et aident à éclairer deux questions vitales : l'échec du socialisme et la longévité du régime installé en URSS ». Et il aurait pu ajouter « et l'actualité du socialisme libertaire ».

Un film  
sur le  
mouvement  
ouvrier

## Ecoutez Claudot

« Nous ne prétendons pas faire une fresque historique du mouvement ouvrier international. Notre propos, ce sont les hommes. Ce sont les militants, les syndicalistes, les artistes, les témoins d'événements qui ont une résonance internationale. Nous essaierons donc de faire revivre, à travers leur portrait, leurs témoignages ou leurs évocations, des moments de l'histoire. Ecouter ces hommes, c'est écouter l'histoire. Mais faire raconter l'histoire par des hommes engagés, c'est ouvrir la porte aux passions.

D'un tempérament enthousiaste et chaleureux, souvent révoltés, insoumis ou dissidents, parfois fougueux, impulsifs et véhéments, ces hommes racontent avec leur cœur. Leurs récits risquent donc d'idéaliser ou de transformer la réalité des faits. C'est pourquoi nous avons demandé à Jean Maitron, historien, directeur de publication du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français (et auteur du *Mouvement anarchiste en France*) d'être le conseiller historique, ainsi que l'interlocuteur de Claudot.

C'est ainsi que Bernard Baissat et Tewfik Farès, réalisateurs du film, présentent *Ecoutez Claudot*. Les deux réalisateurs ont choisi de montrer à travers la vie d'un homme, André Claudot, né en 1892, une partie de notre histoire sociale à laquelle il a activement pris part.

A. Claudot n'est pas un militant classique, c'est un homme très attiré par l'art, qui a choisi de s'exprimer par le dessin et la peinture. Plusieurs numéros du *Libertaire* d'avant 1914, puis dans les années 20-26, portèrent ses dessins (plus *Clarté* et la *Revue Anarchiste*) ; l'antimilitarisme ainsi que l'anticolonialisme seront alors ses chevaux de bataille.

Pendant la guerre de 1914, il reste fidèle à ses idéaux, comme le prouve sa collaboration à *Ce qu'il faut dire* de Sébastien Faure.

A cette époque, André Claudot se trouve souvent mêlé aux principaux événements où les anarchistes occupent le devant de la scène. En 1917, il s'enthousiasme comme nombre de militants d'alors pour la grande révolution qui vient d'éclater là-bas, mais cependant, après plusieurs années d'espoir, elle fait lever en lui quelques doutes lorsqu'il écoute les récits des rescapés de la Tcheka. Puis il s'exile en Chine où « mon ambition était de collaborer à une révolution... J'ai rendu des services, mais pas autant que je l'aurais voulu ». Il enseigne là-bas l'art du trait tout en s'imprégnant de la sensibilité asiatique.

Ensuite l'itinéraire de Claudot s'écarte du combat libertaire, à l'approche de

## ROCK

# TRUST

Moi, j'avais vous dire : les groupes de rock français, j'me méfie. Non qu'ils ne soient pas musicalement capables de se défendre mais... enfin, bon ! J'ai souvent l'impression que les textes français collent mal à une musique qui a des racines anglo-saxonnes. A l'heure actuelle, deux groupes français me font penser tout autrement : *Téléphone et Trust*. Bon, *Téléphone*, on en a déjà beaucoup parlé ici et là ; mais il y a une petite bombe qui fait pas mal de ravages depuis un moment : c'est *Trust*. Que j'avais dit, *Trust*, c'est un groupe de quatre gars de la banlieue parisienne, qui font du hard-rock depuis à peu près deux ans ; si j'en parle aujourd'hui, en dehors du succès qu'ils remportent (salles de concerts bourrées, 50000 albums déjà vendus), c'est que ces mecs-là, en particulier Bernie le chanteur, m'impressionnent et puis c'est aussi quand même parce que le hard-rock, j'aime bien ; et quand c'est un groupe qui joue cette musique-là avec des textes français qui dénoncent avec rage les syndicats, la police et les gens « préfabriqués », moi, qu'est-ce que vous voulez, ça me plaît. Et puis Bernie a une putain de voix qui vous remue les tripes, c'est comme ça.

Ecoutez donc : « *Bosser huit heures* » (« T'as bien raison de bosser huit heures, ton salaire, c'est l'salaire de la sueur, t'as bien raison de bosser huit heures, ton salaire, c'est l'salaire de la peur »), virulente attaque contre syndicats-patronat réunis, « *l'Elite* », « *Police-Milice* », « *Préfabriqués* » et puis une reprise pas mal du tout d'un rythm'n blues de A. Young, M. Young et B. Scott : « *On Ride* ».

Pour en savoir plus sur *Trust*... allez les voir en concert !

P. RAMOS

Disque et cassette CBS 40 83732.

## ROCK' INFOS

Les groupes rock anglais *Jam* et *Clash* projettent de participer à un concert de rock contre le racisme, en mai ( lu dans *Rock and Folk* ).

Le groupe français *Stop* va sortir un album chez « Phonogram » (un article sur ce groupe est paru dans *Le Monde Libertaire*).

Hé Ho ! habitants de Nîmes et sa région : *Shakin' Street* sera à Nîmes le 20 mars, et à Bagnols-sur-Cèze le 22... A ne pas rater.

Dans la série : « Les vieilles badernes » : devinette. Qui a dit dans une interview à *Libération* que « le rock est une musique sciemment propulsée par la CIA pour aliéner la jeunesse européenne » et plus haut, qu'il approuvait l'entrée des Russes en Afghanistan pour défendre leur révolution... ? Georges Marchais ? Charles Fiterman ? Non ! C'est Leny Escudero. Joli, non ? Allez, remettez-vous les gars !

P. RAMOS  
(gr. : Gard F.A.)

## Le Coin des Copains

Hubert-Félix Thieffaine sera le 13 mars à Canteleu, le 14 au Havre et le 22 à Montbelliard. Les critiques sont unanimes sur son spectacle : « Plus tard, lorsque vous direz je l'ai vu, on dira de vous : voilà un brave ! », Napoléon. « Donne-lui tout de même à boire lui dit mon père », V. Hugo. « Thieffaine mérite votre confiance », la Mère Denis.

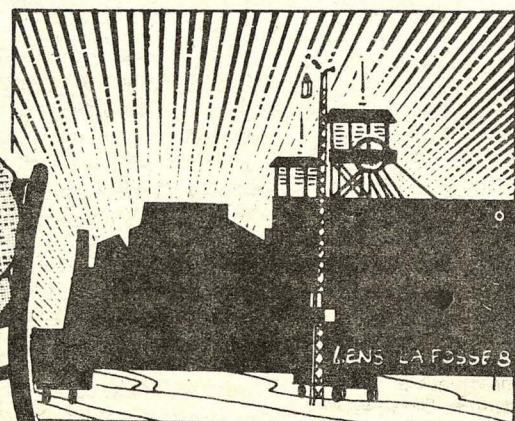
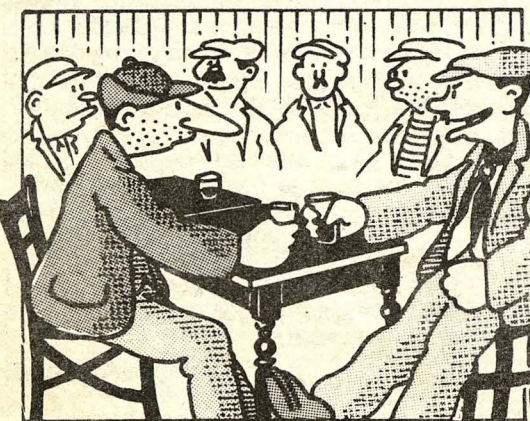
Peroni et Roustan sévissent toujours au Café d'Edgar à 23 h 15. Les militaires et le PC n'aiment pas. Nous si. Vous avez dit bizarre ?

Jusqu'au 30 mars, *Le Camp du Drap d'Or* de Rezvani au TEP. La presse bourgeoise n'aime pas du tout, *Le Monde Libertaire* beaucoup. Comme c'est bizarre !

J.J. JULIEN

Les aventures épatantes et véridiques de

## Benoît Broutchoux



par Phil et Callens

En 1902, il y avait à Lens, rue Gambetta, un café dont le taulier se nommait Norange. Ce zigue là était le leader local du Parti Ouvrier Français de Jules Guesde. Dans son estaminet, entre force chopes de bière et canons de rouge, les bons bougres jactaient de la sociale, et collectivistes d'un côté, anarchos de l'autre,

s'engueulaient à qui mieux mieux.

Parmi les habitués se trouvait bien entendu notre aminche Broutchoux, qui était alors délégué à la fosse 8 où il turbinait toujours aux fours à coke.

Lui et ses poteaux de Montceau-les-Mines avaient acquis une réputation époustouflante, vu qu'à Montceau

les mineurs s'étaient appuyés de sacrées grèves, et ne perdaient pas leurs légumes dès que les cognes rappiquaient. Dans le Pas-de-Calais, y'avait plus eu l'erche de bagarre depuis un bout de temps, et les gros coups durs remontaient à 1893 et 1884, date de la grève d'Anzin qu'Emile Zola a pris pour modèle de son bouquin « *Germinal* ».

à suivre

Bande dessinée tirée de

Les aventures épatantes

et véridiques de

Benoît Broutchoux

par Phil et Callens

Ed. Le dernier

Terrain Vague

En vente à Publico 48 F

Le groupe  
Massy-Palaiseau  
vient d'éditer

La chair à canon  
et autres textes  
de Manuel Devaldes

En vente à Publico 20 F

## RHODESIE — ZIMBABWE

# L'évolution des rapports de force dans le Tiers-Monde

## LA MAJORITE NOIRE ACCEDE AU POUVOIR

Les récents événements de Rhodésie prennent toute leur importance quand on les considère dans le cadre de la décolonisation de l'Afrique. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les pays qui furent décolonisés en dernier, figurent parmi les plus riches du continent. En Rhodésie comme en Afrique du Sud, les colons britanniques refusèrent de suivre la voie tracée par le gouvernement de Londres, afin de préserver leur domination basée sur l'exploitation d'une population de Noirs largement majoritaire. La division en classes recoupe très exactement la séparation raciale, et c'est ce système de l'apartheid qui donne toute la dimension du problème rhodésien. La campagne internationale pour le boycott économique et politique des régions pratiquant l'apartheid ne date d'ailleurs pas d'hier, puisque la Grande-Bretagne la décréta dès que la minorité blanche de Rhodésie décida, en 1965, de s'affranchir brusquement de la tutelle coloniale pour poursuivre l'œuvre entreprise de « défense et extension de la civilisation chrétienne ». Depuis cette époque, la Rhodésie était au ban des nations, exclues de l'ONU et de toutes les instances internationales. Mais les intentions pures de lutter contre le racisme n'expliquent pas tout, bien au contraire. Il n'est que de se souvenir de l'intervention rapide et sanglante au Biafra deux années plus tard pour saisir toute la nuance qu'il convient d'apporter au rôle rempli par la Grande-Bretagne dans le règlement de l'affaire rhodésienne. Il aura en fait fallu sept années de guérilla pour que le problème trouve une solution pacifique sous les bons offices de l'ancien colonisateur.

### La lutte armée

L'opposition au régime ne pouvait que se radicaliser, étant certaine de l'appui international. Très rapidement, l'opposition menée principalement au début par les représentants de l'Eglise méthodiste, fut débordée par des vagues successives de jeunes militants noirs qui avaient poursuivi leurs études à l'étranger. Après la création de divers partis d'opposition, vite interdits, l'entrée en clandestinité et l'organisation de la guérilla s'imposèrent tout naturellement. C'est en 1972 que les hostilités commençaient : la guerre n'a pas cessé jusqu'à la conclusion des récents accords fin 1979.

Et c'est le renforcement continu de cette guérilla qui va forcer le gouvernement rhodésien de Smith à rechercher les meilleures solutions de rechange à une situation qui devenait intenable, tant sur le plan militaire malgré l'aide de l'Afrique du Sud, que sur le plan économique. L'absence de tout autre allié sur la scène internationale, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne voulant imposer à Smith des modifications minimum à son régime, va jouer un rôle décisif dans le règlement du conflit. Et cela d'autant plus qu'en face la guérilla bénéficiait, outre d'un indéniable soutien de la population noire, d'un appui stratégique de la part des pays voisins. La décolonisation portugaise en 1974 fournit deux alliés de poids à la guérilla. C'est d'ailleurs au Mozambique et en Angola que s'installèrent les bases stratégiques et les camps d'entraînement des ar-

mées de libération. Celles-ci pouvaient également compter sur l'appui de tous les pays de la région, c'est-à-dire le Botswana, la Zambie et la Tanzanie, mais l'accession à l'indépendance des deux dernières colonies de la région ne pouvait qu'encourager à poursuivre la guerre entamée contre le régime raciste.

### Le règlement politique et le rôle des puissances étrangères

Face à une situation qui devenait de plus en plus instable, le gouvernement blanc allait chercher à plusieurs reprises à casser l'unité du mouvement nationaliste noir. Et ce furent les bons offices du commis-voyageur Kissinger qui lui permirent, par la proposition d'un plan de règlement étalé sur deux ans, de rallier trois tendances de l'opposition qui ne participaient pas à la guérilla. Ces nationalistes modérés, issus de la première vague des opposants (l'évêque Muzorewa, le pasteur Sithole principalement), allaient alors être utilisés habilement par Smith, avec le concours des grandes puissances occidentales. Des élections législatives rondement menées permirent de mettre en avant la représentativité des nationalistes ralliés à la cause du règlement pacifique. Mais le déroulement des élections, organisées alors que la guérilla battait son plein, laissèrent tellement à désirer que non seulement le plan de règlement ne fut pas mené à bien, mais que le Conseil de Sécurité de l'ONU refusa de prendre en considération les résultats et décida par conséquent de maintenir les sanctions économiques contre la Rhodésie. Il fallait tout recommencer, et il devenait de plus en plus évident qu'aucun véritable règlement n'interviendrait s'il n'avait pas l'assentiment des deux branches de la guérilla, celle de Mugabe basée au Mozambique et celle de Nkomo appuyée par l'Angola.

Tous les efforts de la Grande-Bretagne allaient donc désormais porter dans ce sens. Et c'est une Conférence du Commonwealth, où siègent pratiquement toutes les anciennes colonies anglaises, qui allait proposer, en août 79, la solution qui a abouti aux récentes élections. Il est d'ailleurs curieux de remarquer que ce projet diffère assez peu de celui qui avait été proposé trois ans plus tôt par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Le processus était le même : élection d'un Parlement de 100 membres, puis révision de la Constitution, l'aboutissement des opérations entraînant automatiquement la levée des sanctions internationales et l'octroi d'un soutien financier important. Les Blancs ne se réservaient plus que 20 sièges au lieu de 28 dans le précédent plan ; l'organisation du soutien devait être supervisée par les soins d'un gouverneur britannique. Mais ces propositions étaient loin de satisfaire les exigences des chefs de la guérilla, et en particulier Mugabe qui réclamait le départ préalable de Smith et de Muzorewa et la dévolution des pouvoirs militaires légaux à son « armée populaire ». Et pourtant, tous vont accepter ce plan de règlement pacifique. Le Front patriotique acceptera rapidement le principe d'un cessez-le-feu qui entra en vigueur le 2 janvier après la dissolution du parlement fantôme élu en avril 79 et l'installation du gouverneur britannique. Que s'est-il donc passé pour qu'un tel revire-

ment soit rendu possible ?

Il apparaît nettement que les pays africains soutenant la guérilla souhaitaient une solution rapide et qu'ils ont su faire entendre raison aux rebelles. L'engagement de la Tanzanie en Ouganda et le rôle actif que joue l'Angola dans la guerre de Namibie ont de toute évidence pesé dans la volonté d'en finir avec un conflit dont l'issue était incertaine du fait de la division de la guérilla en deux camps. Quant aux trois voisins de la Rhodésie, ils souhaitaient le rétablissement rapide de relations économiques avec l'Afrique du Sud, car il ne faut pas oublier que l'Afrique du Sud, principal soutien de l'apartheid, représente un poids économique prépondérant qui se fait sentir dans tous les pays d'Afrique australe. C'est cette domination économique que fait sa force politique et qui a joué un rôle déterminant pour aboutir à un règlement pacifique qui laisse, il faut le dire, la part belle aux Blancs.

### Les lendemains d'un succès électoral

Les élections de fin février auront eu le mérite de situer plus clairement le véritable rapport des forces politiques du pays. Il est ainsi significatif que les partisans de l'évêque Muzorewa, le collaborateur de la dernière heure, n'obtinrent que trois sièges à la place des 51 que leur avait donnés l'élection d'avril 79. C'est plus la démonstration de la gigantesque farce électorale organisée par les colons que de l'instabilité politique d'un électoral noir sous-cultivé. Les dirigeants historiques de la lutte armée se taillent la part du lion, et la répartition des sièges semble refléter ce qu'était le rapport de forces sur le terrain : 57 pour les partisans de Mugabe et 20 pour ceux de Nkomo. Ainsi, malgré les 20 sièges réservés d'avance aux Blancs, l'aile radicale du mouvement nationaliste noir s'assure d'une majorité confortable.

On pourrait penser que la révolution va pouvoir avancer allègrement et la minorité va devoir faire ses valises. Il est probable qu'il n'en sera rien. Le nouveau premier ministre d'un Etat qui s'appellera désormais le Zimbabwe, aura à cœur de ménager ses anciens ennemis ; il n'y aura pas d'expropriations des terres conquises indûment par les colons, et ceux-ci conserveront leur domination économique. Certes, l'entrée, définitive sans doute, des Noirs dans la vie politique du pays va quelque peu modifier les contours des classes sociales : mais c'est une minorité de Noirs qui pourra parvenir à une situation comparable à celle de l'ensemble des Blancs. Le mélange progressif des races ne résoudra nullement le problème fondamental qu'est l'exploitation éhontée de la majorité de la population par une infime minorité. Bien au contraire, le système ne pourra que s'en renforcer par la collaboration des dirigeants noirs. Le tribalisme n'est pas mort en Afrique.

Il est de toutes façons certain que les périodes qui suivent les conflits armés, ne sont jamais favorables à une révolution sociale. Au Zimbabwe comme ailleurs, l'Union nationale est à l'ordre du jour pour reconstruire un pays que cette longue guerre a saigné à blanc. Depuis trois ans, la production industrielle a baissé de 10 à 15% et la production du bétail de 30%.

Mais l'atout majeur que constituent les richesses minières (charbon, or, cuivre, amiante principalement) permettront au Zimbabwe de prendre rapidement sa place parmi les pays les plus riches du sous-continent africain. Mais les conditions de la réussite économique ne laissent place à aucune ambiguïté : pour éviter une intervention militaire de l'Afrique du Sud, il faudra ménager la minorité blanche et renoncer à toute réforme sociale d'envergure comme la réforme agraire qui la priverait de ses privilèges. Pour ne pas compromettre la survie du nouveau régime, ses représentants ne pourront pas négliger leur puissant voisin qui, ne l'oublions pas, possède l'arme nucléaire et entend bien conserver son rôle de gendarme dans cette partie du monde.

Une inconnue toutefois dans l'avenir du Zimbabwe : l'issue de la guerre de Namibie qui oppose l'Afrique du Sud au mouvement nationaliste noir activement soutenu par l'Angola. Une éventuelle victoire des rebelles, que ce soit par les armes ou par la négociation sans arbitrage international, mettrait alors l'Afrique du Sud en position délicate. L'issue du conflit ne fait d'ailleurs guère de doutes. Les deux derniers pays de la région restés sous la domination blanche ne continueront pas longtemps à faire exception. Le jeu de l'Afrique du Sud consiste en fait à gagner du temps en prenant des allures plus libérales, mais le jour où sa prépondérance économique sera suffisamment affirmée dans la région, le régime colonial tombera facilement. Comment pourrait-il résister à la pression de l'ensemble de ses voisins qui, à n'en pas douter, apporteraient leur soutien militaire à une armée de libération qui reste à créer. D'ailleurs, le gouvernement de Vorster prend les devants en installant des roitelets africains à la tête de petits Etats dont l'indépendance est purement théorique (Lesotho, Swaziland, Transkei).

L'enjeu principal de ce combat d'arrière-garde qu'est le maintien de l'apartheid, c'est d'empêcher que les richesses minières ne tombent totalement entre les mains des indigènes qui pourraient ainsi, dans dix ans, faire monter les prix de l'uranium comme les pays de l'OPEP ont fait monter les enchères sur le pétrole. C'est donc une nouvelle forme de colonialisme qui doit s'imposer, un colonialisme plus subtil capable de ménager les subtilités tribales ou nationales afin de s'assurer en douceur la mainmise sur les capitaux industriels. Car il ne faut pas oublier que l'URSS, par l'intermédiaire de l'Angola, et la Chine, qui s'appuie sur les républiques populaires du Mozambique et de la Tanzanie, ont des visées sur cette partie du monde. La guerre des multinationales ne fait que commencer, et c'est dans cette région que se joue une des guerres les plus décisives qui préparent un nouveau partage du monde entre les grandes puissances.

Quant au peuple indigène, il n'a pas fini de trimer pour le compte de ses exploités. Sortant à grand-peine de son Moyen-Age, il constitue une proie de choix pour les grands trusts capitalistes qui sauront, à n'en pas douter, se trouver des agents fidèles dans les nouveaux régimes qui se mettent en place.

Alain SAUVAGE

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.